

# TRIBUNE

HEBDOMADAIRE



DU PARTI

**SOCIALISTE**

UNIFIÉ

PRIX : 60 centimes

N° 135 — 9 FEVRIER 1963

**DOCUMENT** Le dossier Grande-Bretagne - Marché commun

(Page 5)

## 8 - 13 février : journées d'unité d'action

C'était le 8 février 1962



(Keystone)

Il y a un an, le 8 février 1962, neuf travailleurs tombaient sous les coups des forces policières : ils manifestaient pacifiquement contre les attentats meurtriers de l'O.A.S. Pour commémorer cette journée, les organisations syndicales, appuyées par les partis de gauche et la Ligue des Droits de l'Homme, appellent les travailleurs à manifester le 13 février, à 18 h 30, devant la station de métro Charonne.

## entre organisations syndicales et partis politiques

*L'union réalisée en 1962 doit se renouveler pour lutter contre le régime gaulliste et préparer la victoire des forces populaires.*

(Lire en page 3)

## Le P.S.U. vu par l'étranger

(Lire pages 6 et 7 le compte rendu de la table ronde organisée par « TRIBUNE ».)

### Mécontentements dans le monde

#### ouvrier :

● **ANGERS :**

348 personnes licenciées

● **CLERMONT-Fd :**

500 ouvriers manifestent chez Michelin

● **TOULON :**

débrayage à l'Arsenal

● **DOMBASLE :**

demande de réunion paritaire chez Solvay

● **MAY-sur-ORNE :**

licenciements pour cause de modernisation

● **PIENNES :**

malaise dans les mines de fer

(Lire pages 8 et 9 les dépêches de nos correspondants régionaux.)



**Il y a 29 ans...  
...le 6 février 1934**

Il y a 29 ans : le 6 février 34. Alors que le fascisme triomphait en Italie, que Hitler assurait son pouvoir en Allemagne, en France la République bourgeoise se mourrait.

Aussi s'étaient dit nos « Patriotes » pourquoi pas nous ? Et ainsi, drapeaux en tête, Anciens combattants, Croix de feu, Ligues diverses, étaient montées à l'assaut d'un Palais-Bourbon en plein désarroi.

Les manifestations antifascistes du 9 et la grève générale du 12 devaient être les premiers pas vers l'unité qui allait permettre le Front Populaire.

Pourquoi évoquer cette date aujourd'hui alors que nos souvenirs tendent vers un passé plus proche ?

C'est bien simple parce que ce dimanche 3 février 1963, plusieurs millions d'auditeurs à l'écoute d'Europe N° 1 (1) ont pu, pendant près d'une heure revivre ce moment capital de la III<sup>e</sup> République.

Des jeunes interrogés, place de la Concorde, sur les lieux mêmes de l'émeute, en ignoraient tout ; par contre, la banlieue ouvrière en garde un souvenir très précis.

Voilà qui est intéressant, mais moins que les témoignages de M. Taittinger, président du Conseil municipal de Paris, et du trop célèbre M. Tixier-Vignancourt.

Ceux-ci auraient sans doute permis à de nombreux Français d'apprendre que : *Ceux qui aujourd'hui sont les plus farouches défenseurs de l'O.A.S.-C.N.R. étaient hier à la tête de l'émeute fasciste du 6 février 34.*

Ils ont échoué parce que les forces populaires se sont chaque fois unies face au danger.

A la veille du premier anniversaire du 8 février 62, songeons-y.

(1) Tous les dimanches à 14 h.

**Définition du mot d'ordre**

On connaît la tactique de l'U.N.R. en face du P.C. : quand le P.C. réclame la réduction du service militaire, M. Sanguinetti propose sa suppression totale.

Seulement quand il s'est agi des quatre semaines de congés payés, l'U.N.R.-U.D.T. n'en a pas proposé cinq. Elle n'a pas non plus proposé un projet de loi (sauf information en sens contraire) qui généraliserait les quatre semaines.

Ce que l'U.N.R. ne veut pas, c'est que le P.C. fasse de la démagogie. Parce que pour la démagogie, l'U.N.R. est plus forte que lui, et elle entend bien le rester.

Salutaire élément de réflexion pour le P.C. Le P.C. comme la gauche se trouve acculé aux positions qui leurs sont propres.

D'où la définition suivante :

— Qu'est-ce qu'un mot d'ordre de l'opposition ?

— C'est un mot d'ordre qui ne peut être repris à son compte par la majorité.

— Qu'est-ce qu'un mot d'ordre qui ne peut pas être repris par la majorité ?

— C'est un mot d'ordre qui porte sur un fait qui ne concerne que le travailleur, et non le dirigeant.

Il est possible que le fait choisi pour servir de support à un mot d'ordre pour le travailleur découle d'une disposition du plan.

Il suffit de s'en tenir au fait, en négligeant sa cause, pour rendre impuissante la majorité. Car la majorité n'est forte que dans le cadre qu'elle a elle-même fixé à sa puissance : le plan.

Niez l'existence du plan, et vous êtes libres de réclamer malgré tous les calculs économiques les plus savants, le

droit de rester une semaine de plus au bord de la mer. Et l'expérience montre que ce droit vous sera reconnu.

**Par un temps pareil**

Une importante personnalité du monde diplomatique aurait été surprise alors qu'elle contemplant avec ravissement, la cuisse d'une Folle-Bergère, quelque part en Europe.

L'événement n'a rien en soi de particulièrement révoltant, mais plutôt un rien d'aimable. Et l'on souhaiterait volontiers que les plus austères de nos dirigeants politiques prennent régulièrement ces chemins légers.

Malheureusement, alors que personne ne songeait à reprocher au célèbre diplomate sa curiosité benigne, c'est le diplomate lui-même qui a tenu à faire amende honorable devant son supérieur hiérarchique.

Celui-ci était désolé. Comme son subordonné insistait sur l'étendue de sa faute, l'ambassadeur lui proposa de la démissionner.

A sa grande surprise, celui-ci accepta avec empressement.

— Enfin, monsieur, lui dit l'ambassadeur, réfléchissez encore...

— C'est tout réfléchi, monsieur, l'ambassadeur, j'ai l'impression quand je regarde la cuisse de Mademoiselle Rose, que c'est tout mon pays qui la contemple avec moi.

Le diplomate a été placé sous la surveillance d'un psychiatre.

**Il n'y a plus de Pyrénées**

Après M. Roger Frey, ministre de l'Intérieur, voici que le général Ailleret chef

d'état-major, prend à son tour la route de Madrid et l'on annonce le prochain départ de MM. Couve de Murville et Giscard d'Estaing pour la capitale espagnole. Le cœur de l'Elysée bat au rythme franquiste.

Déjà la presse phalangiste s'agite, le journal « Arriba » « exalte la communauté d'idéologie », qui anime les trois chefs d'Etats. « Ya », autre quotidien de Madrid, fait valoir « la grande portée qu'aurait l'inclusion de l'Espagne dans le traité de Paris », tandis que le journal « A.B.C. » consacre de longs commentaires au voyage du général Ailleret.

Après le mythique « gaullisme social », voici qu'apparaît à l'horizon la réelle politique du Pouvoir, le gaullisme franquiste.

A la réflexion, le gaullisme franquiste n'est-ce pas un péonisme ?

**Terreur contre la gauche au Pérou**

« Ont été arrêtés Ugo Pedce, léprologue connu dans le monde entier, un professeur de la faculté de droit : Lavarello... Des écrivains comme Ernesto More, ex-député et professeur à l'Université de Lima, Jorge Falcon, Carnero Checa, Guardia Mallorga, des professeurs et des philosophes, des membres de l'association nationale des artistes, écrivains et intellectuels du Pérou, tous sont en prison. Le 4 janvier 1963 à l'aube, les policiers sont venus les arrêter, et à 9 h du matin on les a envoyés par avion dans la jungle... Dans le plus petit village du Pérou ainsi que dans les grandes villes... à la même heure, partout, on a fait des perquisitions et cherché des « communistes » ; et comme la police ne voulait pas revenir les mains vides, ils ont emmené n'im-

porte qui... Les camps de concentration s'ouvrent dans la forêt vierge et leur nombre augmente tous les jours. »

« Ernesto More a été envoyé dans ce bain unique pour avoir des idées différentes de la junte du gouvernement et parce qu'il luttait contre l'impérialisme yankee.

« Les conditions de vie des internés sont épouvantables : le climat, une chaleur insupportable, le paludisme et toutes sortes de maladies les tuent peu à peu. Il n'y a pas l'hygiène la plus élémentaire, pas d'eau potable. On les a entassés dans des huttes où ils dorment les uns sur les autres, sur le sol nu.

« J'espère que tu pourras faire quelque chose parmi les gens connus, à Paris... »

« J'espère que je pourrai encore t'écrire, sinon adieu. »

De qui cette lettre dramatique ? De quel pays s'agit-il ?

D'un camarade du Pérou qui compte sur l'opinion française et internationale.

**L'Angola à Paris**

Le Dr Agostino Neto, président du M.P.L.A., a fait le 30 janvier dernier, en plein Paris, une conférence de presse.

C'était la première fois depuis bien longtemps qu'un leader de mouvement anticolonialiste d'un pays allié de la France pouvait ainsi parler à la presse parisienne et étrangère. Le Dr Neto a notamment déclaré que jamais le M.P.L.A. n'avait fait obstacle à l'unité et que celle-ci n'était pas encore réalisée par suite de l'intransigeance de Holden Roberto, président de l'U.P.A. Il a réaffirmé les grands principes du M.P.L.A. (neutralisme, antiracisme, antitribalisme...), parlé de la situation lamentable des 300.000 réfugiés angolais qui sont dans le plus grand dénuement au Congo.

Le Dr Neto n'a pourtant pas hésité à dire que certains pays d'Afrique nourrissent la division du mouvement nationaliste angolais, notamment la République du Congo qui gêne considérablement le développement de la lutte en Angola.

Les questions posées au Dr Neto ont surtout porté sur l'aide apportée par le gouvernement algérien (importante), la situation sociale à l'intérieur du pays (malgré des décrets prévoyant « l'assimilation », la situation est toujours la même qu'il y a 100 ans), et sa vie personnelle (on sait qu'il a été élevé par des missions méthodistes).

Le Dr Neto, enfin, a fait un rapide tour d'horizon sur le voyage qu'il vient d'entreprendre dans différentes capitales.

Il a obtenu du secours pour les réfugiés, mais pas assez.

Il a clairement laissé entendre que 1963 serait une année décisive.

**La parlotte**

Depuis le temps qu'on l'utilise, la parole nous semble être devenue un animal domestique ronronnant et bien dressé. On s'en sert et on l'exhibe à tout propos et en particulier en ces sortes de cirques que l'on appelle des Congrès. Là chacun présente son petit numéro, son petit discours, et c'est charmant. Mais méfiez-vous des animaux bien dressés : souvent le cheval renverse l'écurière, le tigre bouffe le dompteur, et l'avalateur de feu, dans un hoquet, embrase le chapiteau. Alors bien sûr, c'est la pagaille dans la solle et le

public, pris de frayeur, ne pense plus qu'à une chose : foutre le camp...

**Pour la libération des Brochier et de Duhamel**

A Lyon, une vingtaine d'organisations, parmi lesquelles la C.G.T., la C.F.T.C., la F.E.N., l'U.N.E.F., le P.C., le P.S.U., le Secours Populaire et le Cercle Tocqueville, ont mis sur pied une série d'actions en faveur des détenus anticolonialistes :

— conférence de presse par un groupe d'universitaires et d'avocats dans le local de l'U.N.E.F. ; envoi massif au préfet du Rhône d'une carte postale où se profile la sinistre prison de Montluc ; prises de parole, dans la semaine du 20 au 26 janvier, aux portes des principales usines de l'agglomération lyonnaise, pour que soit posé de nouveau le problème des détenus anticolonialistes, et ce par une température de moins 15 degrés.

D'autres actions sont prévues.

Elles répondront au vœu émis par le Congrès fédéral du Rhône qui souhaite l'amnistie totale de tous les anticolonialistes, non pas seulement à cause de « leur haute moralité », comme le voudraient certains, mais pour des raisons politiques.

**Un oublié**

Le tribunal permanent des forces armées devait juger, lundi 4 février, Alain Rouzet pour refus d'obéissance (insoumission et objection de conscience).

Le jugement a été renvoyé à une date ultérieure.

**LE BILLET DE JEAN BINOT**

**La preuve par 9**

UN ami du Havre m'écrit à peu près ce qui suit :

*L'offensive rigoureuse et prolongée du général Hiver a fait éclater, outre les conduites d'eau, l'infériorité de notre général à nous pour ce qui est d'assurer à la population dont il est le protecteur et le guide, ce charbon dont elle a besoin. Les fermetures d'écoles et les reconversions d'H.L.M. en réfrigérateurs en sont autant de preuves.*

Et mon ami de poursuivre :

*A qui fera-t-on croire que ce pouvoir général mais dérisoire qui n'a rien pu contre un ennemi connu depuis la plus lointaine antiquité pourrait quelque chose en cas de guerre nucléaire par exemple ?*

*Je le vois venir, cet esprit négateur que laissent froid, si j'ose dire les bienfaits de la gaullarchie. Somme toute veut-il m'administrer la preuve — la preuve par moins neuf — de ce qu'il insinue, ignorant que le propre du génie est de mépriser les contingences auxquelles s'arrêtent sottement les hargneux, rogneux, grogneux et autres lâcheurs de vinaigre.*

*Comme si l'essentiel n'était pas que le général fut en tous ses palais parfaitement chauffé.*

**LE DESSIN DE JEAN CHARLET**

**Les personnalités françaises à Madrid**



Franco : « Pourvu que Malraux n'insiste pas pour aller à Guernica. »



# FÉVRIER 1962 - FÉVRIER 1963

## NOUVEAUX OBJECTIFS - MÊME MÉTHODE

On se rappelle les mots d'ordre des journées de février 1962 : « Contre l'O.A.S. — Pour la paix en Algérie. »

De l'O.A.S., on ne parle plus guère aujourd'hui, sinon de temps à autre à l'occasion d'un procès ou de l'arrestation de quelques irréductibles, de plus en plus isolés et impuissants. La guerre d'Algérie est terminée depuis plusieurs mois et, après des phases de tension, il semble que la situation intérieure de l'Algérie comme les rapports entre les deux pays soient à peu près stabilisés.

Est-ce à dire que le premier anniversaire de ces journées, que l'on va célébrer, ne sera pour nous rien d'autre qu'une manifestation du souvenir et un hommage aux victimes de la sauvage répression policière du métro Charonne ?

De grandes manifestations de cette nature ont une signification politique qui dépasse de loin les circonstances qui les ont provoquées et les mots d'ordre mis en avant par ceux qui les ont organisées. Alors même que leurs buts ont été atteints, elles portent encore de multiples enseignements pour la lutte des forces populaires.

Le 8 février, malgré l'interdiction prononcée par Frey, ministre de l'Intérieur de de Gaulle, et par Papon, préfet de police, des dizaines de milliers de Parisiens, à l'appel des organisations syndicales auxquelles se sont joints le P.S.U. et le P.C., se sont rassemblés dans les rues pour manifester leur indignation. Contre qui ? Contre les attentats de l'O.A.S., contre les plastiquages, de plus en plus nombreux sans doute, mais aussi contre le régime gaulliste qui, par son

incapacité à mettre fin à la guerre d'Algérie et par la faiblesse de ses réactions se comporte comme un véritable complice de l'organisation subversive.

Cette complicité éclate le même jour : alors que la manifestation est sur le point de se disperser, un véritable carnage est délibérément organisé par un groupe de policiers au métro Charonne. Il y a huit morts, et de très nombreux blessés, parmi lesquels notre camarade Jean Sellhac. Le ministre de l'Intérieur, Frey, au mépris de l'évidence, tente de rejeter les responsabilités sur les organisateurs de la manifestation. Il annonce une enquête. Celle-ci n'aura jamais de suite. Il n'eût pas été possible, si elle avait eu lieu, d'étouffer des témoignages comme celui que proposait ici-même notre camarade Roland Florian dans une lettre ouverte à M. Frey. Au reste, on devait apprendre quelques mois plus tard que les provocateurs étaient des gens de l'O.A.S. qui se trouvaient dans les rangs des forces de répression.

Quelques jours plus tard, le 13, les obscures des victimes furent l'occasion d'une des plus impressionnantes et des plus dignes manifestations populaires auxquelles Paris ait assisté. Il fallait remonter à la période 1934, 1935, 1936 pour retrouver des rassemblements d'une telle ampleur.

Pourquoi ces journées ont-elles pu, malgré les interdictions du régime, malgré la léthargie politique que le gaullisme s'efforce d'entretenir depuis 1958, rassembler des foules aussi considérables ?

C'est d'abord parce qu'elles ont été l'aboutissement d'une lente préparation. On ne peut les isoler d'autres « journées » qui ont marqué la fin de l'année 1961 : 1<sup>er</sup> novembre, manifestation du P.S.U., place Cléchy, 18 novembre et 6 décembre, manifestations de jeunes, enfin le 19 décembre, à l'appel de la F.E.N., de la C.G.T., de la C.F.T.C., de l'U.N.E.F. autour de la Bastille et de l'Hôtel de Ville.

C'est ensuite que, progressivement, au cours de ces journées s'est affirmée la nécessité de réaliser l'union la plus large, et d'abord autour des organisations syndicales. Si ces diverses manifestations ont connu une ampleur croissante, c'est précisément parce que, chaque fois, le front des organisateurs s'est élargi et que, finalement, l'unité s'est trouvée réalisée pour les 8 et 13 février.

Tels sont les enseignements que nous devons aujourd'hui tirer de ces journées en rendant hommage à ceux qui ont été victimes de la répression policière du régime gaulliste. Une action continue, tenace, persévérante pour réaliser l'union des forces populaires a été couronnée de succès quand il s'est agi de lutter contre l'O.A.S. et de mettre fin à la guerre d'Algérie. Les objectifs ont changé. La méthode doit demeurer identique. C'est celle que continuera à employer notre parti pour combattre le régime gaulliste sur tous les fronts et préparer un régime nouveau, un régime de transition vers une démocratie socialiste.



## LA DÉLÉGATION PERMANENTE DU P.S.U.

Le Comité politique national du P.S.U., qui s'est réuni le 3 février, a désigné une délégation permanente constituant la direction du Parti et comprenant un secrétariat de quatre membres et les responsables des commissions correspondant aux principaux secteurs d'activité.

Ce secrétariat comprend Edouard Depreux, secrétaire national, et Jean Verlhac, appartenant tous deux à la tendance B, Jean Poperen et Roland Florian appartenant tous les deux à la tendance C.

Les responsables des principales

commissions qui siègent dans cette délégation permanente appartiennent à l'ensemble des courants représentés au C.P.N.

Il s'agit de :

**FORMATION.** — Responsable : Manuel Bridier ; responsable-adjoint : Georges Servet.

**JEUNES.** — Responsable : Marc Heurgon ; responsable adjoint : Jean-Marie Vincent.

« **TRIBUNE SOCIALISTE** ». — Responsable : Robert Verdier ; responsable adjoint : Maurice Combes.

**ENTREPRISES.** — Responsable : Marcel Debarge ; responsable adjoint : Marcel Pennetier.

**ACTION LOCALE.** — Responsable : Henri Longeot ; responsable adjoint : Pierre Beregovoy.

**PROPAGANDE.** — Responsable : Jean Arthuys ; responsable adjoint : Marcel Bleibtreu.

**ACTION INTERNATIONALE.** — Responsable : Claude Bourdet ; responsable adjoint : Pierre Naville.

**TRESORERIE.** — Responsable : Maurice Klein.

## Une lettre de l'Amicale des Algériens de France

Nous publions ci-dessous une lettre adressée au secrétariat général du P.S.U. par la direction générale des Amicales des Algériens en France :

Monsieur le Secrétaire général,

Très pris par les devoirs de ma charge et plus particulièrement par l'arrivée de M. le Ministre Amar Ouzegane, d'une part, et, d'autre part, par des visites de nombreuses personnalités qui se sont succédées.

Je me suis trouvé, à mon grand regret, dans l'impossibilité d'assister à votre congrès des 25, 26 et 27 janvier 1963.

Il en a été de même pour mes principaux collaborateurs que je n'ai pu déléguer pour me remplacer.

Je vous prie de bien vouloir m'en excuser, mais croyez bien que nous, Algériens, ne pourrions jamais oublier tous les moyens mis en œuvre par votre Parti pour venir en aide à la Révolution algérienne.

Nous vous serons toujours profondément reconnaissants de tous les dons si généreusement accor-

dés, qu'ils se soient manifestés en colis, médicaments ou dons du sang dont nous avons un si grand besoin. Qu'il me soit permis, au nom de tous, de vous remercier très sincèrement, car c'est grâce à des mouvements tels que le vôtre que l'Algérie a pu sortir de son affreux cauchemar.

Bien sûr, tout reste à faire. Cependant je ne doute pas que nous puissions, dans l'avenir, prouver à nos amis que nous ne sommes pas des ingrats.

Permettez-moi donc, Monsieur le Secrétaire général, de vous réitérer toutes mes excuses et de vous assurer de mes sentiments très fraternels.

AIT EL HOCINE.

### BULLETIN D'ADHESION

Nom .....  
Prénom .....  
Adresse .....

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.  
(Bulletin à retourner au siège du P. S. U., 3, rue Jenner, Paris (9<sup>e</sup>)).

### VIENNENT DE PARAÎTRE :

Deux nouvelles fiches de formation viennent de paraître.

1.) Fiche n° 10. Les entreprises : Comment fonctionnent-elles ? Pour qui ?

2.) Fiche n° 11. L'économie et les choix nationaux.

PRIX : 0,50 F.  
C.C.P. 5826-65



# Au procès du Petit-Clamart, le mensonge est devenu doctrine politique

Politique étrangère

## Après Bruxelles : L'éclaircie de Rome

Le procès des auteurs de l'attentat du Petit-Clamart se déroule selon un scénario que l'on pourrait presque qualifier de classique. Les thèses des accusés, les arguments de la défense, la tactique du tribunal, les rebondissements qui se voudraient sensationnels, les accusations perfides, la bataille de procédure, tout cela a un air de déjà vu. Le drame — car une situation où des hommes jouent leur vie constitue toujours un drame — se déroule selon un processus bien rodé, qui a fait ses preuves, et dont les procès des barricades, du pusch d'Alger constituaient, en quelque sorte, une répétition. Mais que devient la Justice ?

D'un côté, les accusés. Pour eux, de mai 1958 au jour de leur arrestation, leurs activités présentent l'aspect de la continuité. Ils ne comprennent pas, ils n'admettent pas d'avoir été bafoués par l'homme qu'ils ont hissé au pouvoir, par le régime qu'ils ont bâti de leurs propres mains, patiemment, dans l'ombre, complot après complot. Ils refusent le rôle de dupes, même agrémenté d'avantages matériels.

### Un certain malaise

De l'autre, le tribunal, au pouvoir établi, ses inconstances. Il est là pour juger, il juge : pour aujourd'hui et aussi pour demain. Les arguments juridiques, les principes fondamentaux du droit, la procédure sans cesse rappelée, la tradition républicaine que l'on invoque sans ironie, semble-t-il, constituent plus des incidents d'audience que des sujets de réflexion. En toile de fond, un certain malaise...

Coiffant le tout, le pouvoir et ses auxiliaires, alliés hier, ennemis aujourd'hui. Sa constitution, ses lois, ses décisions, il les interprète au mieux des intérêts du moment. Il n'y a plus de permanence, mais une relativité des principes, du droit naturel, des rapports sociaux. De « doctrine philosophique » — qu'à une autre époque l'on eût pris pour un canular de potache en goguette — le mensonge est devenu doctrine politique, stratégie économique à l'usage de ces « animaux politiques » qu'autrefois des esprits attardés nommaient citoyens.

Agissant à la façon des stupéfiants, ces concepts « modernes » ont à ce point modifié le comportement habituel, que personne ou presque ne s'étonne de voir MM<sup>s</sup> Isorni, Tixier-Vignancour et quelques autres invoquer les principes fondamentaux de la démocratie, le respect du Droit, des traditions républicaines pour défendre l'indéfendable, pour justifier des actes et des faits qui étaient, certes, criminels en 1962 mais qui l'étaient tout autant en 1958. Aucun étonnement non plus pour la tactique dite des conclusions — que chacun dans la grande presse d'information rapporte avec complaisance — alors que lorsque d'autres avocats l'employèrent à des fins plus légitimes pour défendre des causes plus nobles — au procès Jeanson, par exemple — ces mêmes-la voulaient aux gémonies et justifiaient par avance les mesures qui, quelques mois plus tard, allaient restreindre les droits de la défense !

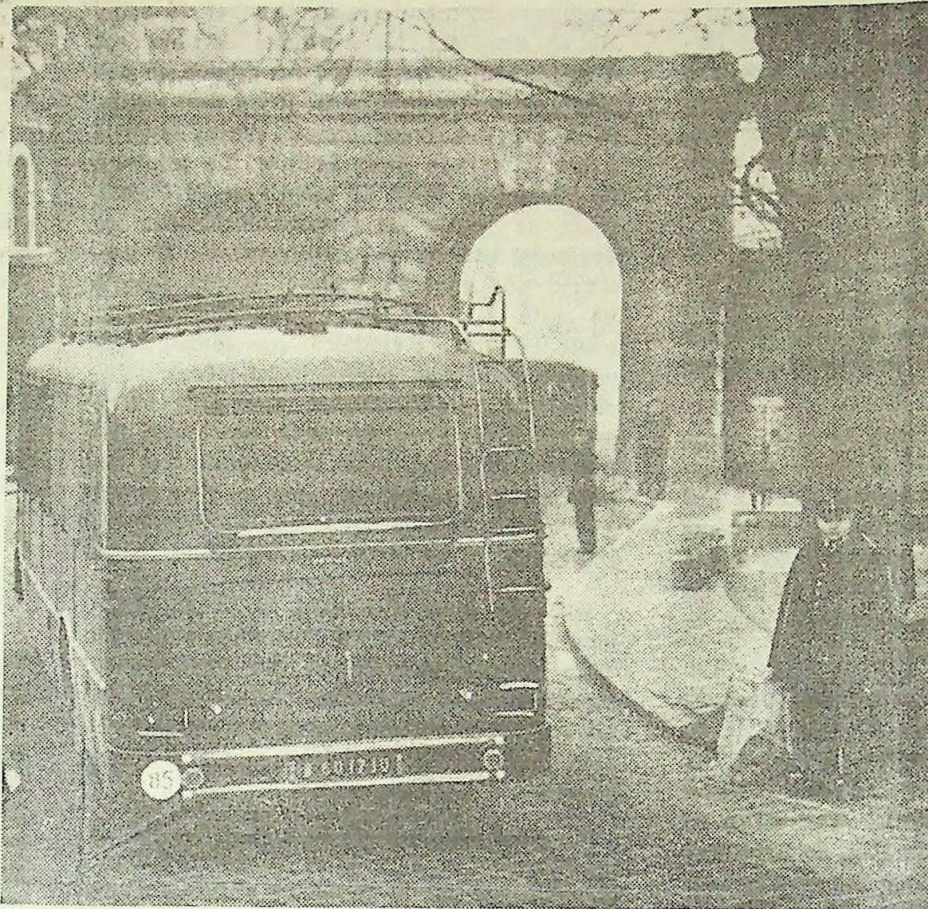
Lentement, la justice change de forme, le Droit de contenu. Pascal écrivait, sous Louis XIV, que « l'homme était la finalité du Droit ». Ne pourrait-on écrire aujourd'hui que la maintenance du pouvoir établi constitue la seule finalité du Droit ?

Lorsque, voici huit ans, en luttant contre la guerre d'Algérie, nous attirions l'attention sur les conséquences qu'aurait immanquablement cette entreprise colonialiste sur les institutions intérieures françaises, nous ne pensions pas que les faits nous donneraient si rapidement et si tragiquement raison. Le transfert de la justice civile aux mains de l'armée, les juridictions d'exception, la limitation et la suppression des droits de la défense, les « interrogatoires prolongés », tout cela a franchi la Méditerranée et s'est installé solidement

ici. Il importe peu que ce boomerang atteigne aussi ceux qui l'ont lancé. Chaque homme doit bénéficier des mêmes garanties : l'*habeas corpus* n'exclut ni la sévérité ni l'intransigeance.

Il faut aujourd'hui mesurer le chemin parcouru : le retour au Moyen

— dont le danger réel ne fut pas contrebalancé par les seules forces capables de le neutraliser et qui furent volontairement réduits à l'inactivité — jamais il n'y aurait eu, à ce rythme essoufflant : article 16, réforme judiciaire, réforme constitutionnelle, juridiction d'exception... Pour ces inestimables services, beaucoup de



Ci-dessus : l'arrivée du convoi cellulaire au fort de Vincennes.

Age ? ou l'imitation de Franco ou de Staline ?

Ces exercices de justice pour lesquels les Romains auraient certainement usé d'un autre qualificatif ne permettent pas à l'opinion, en son âme et conscience, de comprendre et de s'y retrouver. Certains exercices de style auront pour seul effet de faire reconnaître comme nécessaire ce qui était considéré comme dangereux, anormal, inhumain. Au nom du moderne et de la nouveauté, l'on présentera demain des institutions qui créeront ce dont nous ne sommes pas encore pourvus officiellement : la justice secrète.

Bastien-Thiry et ses complices ont permis à celui qu'il considère comme leur adversaire d'établir en quelques mois ce qu'il aurait mis plusieurs années à réaliser. Sans l'O.A.S.-C.N.R.

ceux-ci auront sans doute droit demain à une certaine indulgence... Mais que devient la Justice ?

Louis Houdeville.

Depuis, un nouvel élément vient d'intervenir à Vincennes. Après la plainte déposée par M. Foyer, au nom du chef de l'Etat et de M. Giscard d'Estaing, contre M<sup>s</sup> Isorni, l'avocat général demande la radiation de ce dernier de l'Ordre. Il s'agit d'une lettre lue par l'avocat des inculpés mettant en doute l'impartialité du juge, le colonel Rebour. A l'heure où nous mettons sous presse, l'affaire en est là. Après les manœuvres visant à retarder le procès, nul doute que d'autres incidents sont appelés à se produire.

## Après la grève des P. et T., les revendications des fonctionnaires demeurent posées

La grève des P. et T. du 1<sup>er</sup> février, dont les syndicalistes de toutes tendances avaient indiqué les motifs dans notre dernier numéro, a été largement suivie. Trois organisations avaient lancé un mot d'ordre de vingt-quatre heures d'arrêt du travail : les fédérations F.O., F.N.T. et autonome.

D'autre part, les organisations C.G.T. et C.F.T.C., qui avaient décidé antérieurement une journée nationale d'action, soutenaient le mouvement de grève là où il était effectif. Des perturbations très importantes ont eu lieu dans la plupart des services, entraînant des retards dans la distribution du courrier et des difficultés dans la transmission des communications téléphoniques. Les centres de chèques, où avaient déjà eu lieu parfois des débrayages, ont été le

moins touchés par le mouvement. On sait que les syndicats avaient choisi, pour déclencher leur action, le jour où se réunissait le Conseil supérieur de la Fonction publique. Toutefois, celui-ci ne devait discuter que du reclassement de certaines catégories du personnel enseignant. Les représentants des fonctionnaires C.G.T. et F.O. ont refusé de participer à la discussion parce que n'était pas examinée la situation du personnel le plus modeste, celui qui appartient aux catégories C et D, qui constituent la grande masse des postiers et des agents de la fonction publique.

Enfin, les agents de l'Education nationale, précédemment réquisitionnés, envisagent un prochain mouvement devant le refus du ministre de satisfaire leurs revendications.

Quelle est la situation actuellement ?

Macmillan revient de Rome où il a longuement conversé avec M. Fanfani.

Les deux chefs d'Etat se sont trouvés d'accord pour juger nécessaire d'activer la constitution de la force multilatérale de l'O.T.A.N., de même que l'intégration de la Grande-Bretagne à l'Europe continentale.

Pour y arriver malgré l'obstruction française, ils ont eu l'idée, qui très rapidement a fait son chemin dans les capitales occidentales, de se servir de l'Union de l'Europe occidentale.

Cet organisme, où cohabitent les « Six » et l'Angleterre, est le seul où puissent se poursuivre les négociations.

Hélas ! personne n'y a jamais cru, c'est peut-être pour cela que les contacts pourront continuer.

De toutes façons, la France s'intéresse pour le moment à l'Espagne.

Un axe Bonn, Paris, Madrid, ce n'est pas très sérieux, mais par contre, si l'on sait que ce pays est le premier producteur européen d'uranium, cela ouvre des horizons...

Frederic Desnaut

### LES OUBLIÉS

Neuf Français sont encore en prison pour avoir aidé le FLN. Qui sont-ils ? Vous le saurez en lisant la brochure préfacée par VERCORS et éditée par le Comité de solidarité des victimes de la répression.

L'ex. : 2 F ; 10 ex. : 15 F ; 100 ex. : 120 F ; 1.000 ex. : 1.000 F  
CCP Albert Roux Paris 74.14.99.  
Envoyez votre adhésion au Comité : Boîte post. 8-15 Paris.



# Ce qu'il faut savoir sur le dossier

## Grande-Bretagne - Marché commun

**L'**ÉCHEC des pourparlers pour l'adhésion de la Grande-Bretagne au Marché commun est consommé. Le général de Gaulle doit exulter, Macmillan est amer, Adenauer bien embêté, tandis que Spaak fulmine. Mais la France est l'objet unique de critiques dans le monde occidental, sauf chez Franco, hélas !

Cependant, le Marché commun, s'il est malade, n'est point, pour autant moribond. Tout corps souffrant recèle et provoque un sursaut d'énergie qui amène souvent la guérison... à plus ou moins bref délai.

Les raisons publiques de l'échec des pourparlers pour l'adhésion de l'Angleterre au Marché commun européen sont apparemment économiques (nous acceptons la Grande-Bretagne à condition qu'elle souscrive entièrement au traité de Rome, *dit de Gaulle*). La Grande-Bretagne ne refusait pas les clauses du traité de Rome, mais elle demandait certains aménagements et des délais. La France — par la voix du général de Gaulle — lui a fait savoir que quinze mois de pourparlers étaient suffisants pour conclure et que le royaume de Sa Gracieuse Majesté n'était — décidément — pas européen et continental. Le chef de l'Etat français omettait, naturellement, de se souvenir que le traité de Rome porte expressément l'intégration politique des Six, dans un Parlement européen prenant ses décisions à la majorité, et non une assemblée de ministres ne pouvant décider qu'à l'unanimité. On sait que de Gaulle y est opposé — et l'Angleterre l'aurait été, elle aussi, mais cela n'a pas empêché de mettre en route le Marché commun.

Des dérogations, la France en a demandé et obtenu ; tout dernièrement, n'a-t-elle pas exigé la pro-

tection douanière en faveur de l'industrie française du réfrigérateur pour la défendre contre la production italienne ?... Mais tout n'est pas si simple et le ressort de la position gaulliste est certainement politique. Là n'est pas notre propos immédiat. Ce que nous voudrions, c'est dresser un petit tableau des difficultés réelles d'harmonisation des économies européenne, britannique et américaine.

### PRODUCTION D'ACIER EN 1961 :

(en 1.000 tonnes)

Allemagne Occidentale.	33.458
France .....	17.571
Italie .....	9.125
Belgique .....	7.000
Luxembourg .....	4.113
Pays-Bas .....	1.971
Total C.E.C.A. ....	73.238
Grande-Bretagne .....	22.444
Etats-Unis .....	88.899

tection douanière en faveur de l'industrie française du réfrigérateur pour la défendre contre la production italienne ?... Mais tout n'est pas si simple et le ressort de la position gaulliste est certainement politique. Là n'est pas notre propos immédiat. Ce que nous voudrions, c'est dresser un petit tableau des difficultés réelles d'harmonisation des économies européenne, britannique et américaine.

### L'acier dans le monde : un « dumping » américain

Il faut, tout d'abord, situer exactement les positions anglaises et continentales dans le domaine industriel. La Grande-Bretagne est un bloc de charbon, il produit 221 millions de tonnes, alors que tous les pays de la C.E.E. n'atteignent que 237. Pays hautement industrialisés, il a, depuis le début, fixé ses usines proches de la mer, orientés vers les ports, concentrés au maximum ses industries et ses villes ; sa flotte marchande est supérieure en tonnage au total de la flotte marchande des Six, mais les prix industriels, en Grande-Bretagne, sont sensiblement supérieurs à ceux des Six.

Avec 300 milliards d'anciens francs, en 1961, les exportations de la sidérurgie française hors de la zone franc ont représenté 11,36 p. 100 du total de nos exportations industrielles et agricoles vers l'étranger.

Les objectifs de la sidérurgie française sont, pour 1965, de 25 millions de tonnes d'acier et, pour 1970, de 30 millions.

Cependant, la Grande-Bretagne soutient ses hauts prix par le marché préférentiel qu'elle a organisé avec son Commonwealth, particulièrement pour tous les produits agricoles et miniers, et avec les Etats africains ou asiatiques des régions tropicales. Dans ce même ordre de choses, le régime britannique d'importation des produits finis issus des pays où se pratiquent des bas salaires (Hong-Kong, Indes) et d'un certain nombre de matières premières ou primaires (aluminium, pâte à papier, bois, viande, blé, produits laitiers) place la C.E.E. — et la France — devant un redoutable choix qui risque — dans l'état actuel des choses — de mettre en péril d'importants secteurs économiques et, pour la Grande-Bretagne, de remettre en question les fondements de sa propre économie.

Autre exemple : celui de la pâte à papier. La Grande-Bretagne l'achète, sans droits de douane, au Canada. Elle pourrait donc nous la céder à des prix intéressants. Mais ce que nous aurions accordé à l'Angleterre, pourrions-nous le refuser à la Suède et à la Norvège, très gros producteurs de pâte à papier, et le marché français risquerait, alors, d'être englouti.

### La question de l'aluminium

La concurrence de l'aluminium, dans un Marché commun étendu à la Grande-Bretagne, mettrait en présence le Canada et la France. Le premier nommé a pour lui l'exceptionnel bon marché du courant électrique. Or, dans le prix de revient de l'aluminium, le prix du courant consommé pour transformer le minerai représente de loin le principal. Le Canada, grâce à l'abondance de ses forces hydrauliques naturelles, peut aller chercher sa bauxite très loin, en Guyane ou en Afrique noire, et être le producteur au plus bas prix. Les Etats-Unis produisent six fois plus que nous, et le Canada deux fois plus.

En Europe, la France vient ensuite, avec 340.000 tonnes de métal. Un tiers est disponible pour la vente à l'extérieur, à condition, toutefois, qu'il soit protégé par la barrière douanière extérieure au domaine des Six. L'aluminium canadien, passant par la Grande-Bretagne, ruinerait le marché français par le poids — non de la seule concurrence — mais de la production offerte.

### Vers une crise dans la construction automobile européenne

Le marché de l'automobile, en Europe, et particulièrement en France, risque d'être fortement perturbé. Déjà, en Allemagne fédérale, l'offensive américaine a porté ses fruits. C'est Volkswagen qui en fait les frais. Cette usine fabrique un million de voitures par an. Or, Ford a commencé la fabrication, en Allemagne, d'une Taunus — la 12 M — qui sort à la cadence de 300 unités par jour ; la chaîne prévoit une production quotidienne de 1.000 voitures. Cette petite voiture pourrât concurrencer les petites voitures européennes, tant sur le marché intérieur qu'en Amérique même où Ford a renoncé à les construire. A l'appui de cette assertion, soulignons que le prix au kilo de la Ford Taunus 12 M (Cardinal) est de 6,30 DM, contre les 6,70 DM au kilo de la Volkswagen. Ajoutons que ces prix comparatifs sont calculés sur la production journalière réduite de 300 Taunus, tandis que Volkswagen en produit déjà 3.500.

De son côté, General Motors fabrique une voiture concurrente 1200 — l'Opel Kadett — qu'elle sort à la cadence de 200 par jour (mais le programme en prévoit 1.000), dans une usine spéciale, à Bochum.

Si l'on se souvient que Chrysler a acquis la majorité dans la société Simca, que l'American Motors fait monter une grosse voiture chez Renault, on assiste vraiment à une offensive américaine sur le marché européen, offensive qui s'appuie sur un dumping contre lequel les cons-

tructeurs européens auront bien du mal à lutter.

Si le but des Américains est de ne contrôler qu'environ 70 p. 100 de la production et de la vente en Europe, la situation des constructeurs automobiles du Marché commun risque d'être, néanmoins, assez inquiétante pour certains d'entre eux. En France, l'importation des voitures étrangères ne représente que 12 p. 100 du marché national, mais, faute d'une révision déshonorante de la politique automobile

de revient et réduit à 20 p. 100 la part de l'alimentation dans les dépenses courantes de l'Américain. Mais la rémunération du producteur est tombée — en raison de l'augmentation des frais de vente — de 50 à 37 p. 100. Or, ce producteur nourrit aujourd'hui vingt-six de ses compatriotes, au lieu de quinze en 1959 ; mais, dans le même temps, la part de l'agriculture, dans le revenu national américain, est tombée de 7,5 à 5 p. 100.

### PRIX INDUSTRIELS EN METALLURGIE

En francs, par tonne (Août 1962)

	Laminés marchands	Poutrelles
FRANCE .....	479,10	482,70
ALLEMAGNE .....	498,30	500,65
BELGIQUE .....	487,05	524,30
LUXEMBOURG .....	506,65	509,60
PAYS-BAS .....	525,45	—
ITALIE .....	483,85	553
GRANDE-BRETAGNE .....	552,05	532,65
ETATS-UNIS .....	693,90	674,90

européenne, la situation deviendra, dans les prochaines années, assez angoissante pour les millions de travailleurs qui vivent de cette industrie.

### Les investissements américains

Une exceptionnelle richesse en ressources naturelles, alliée à une productivité sans cesse améliorée, assure une primauté sans conteste des Etats-Unis sur les marchés mondiaux. Mais cette productivité est chère en raison de la politique de hauts salaires pratiquée outre-Atlantique. La rentabilité est assurée à la seule condition que la machine tourne à un pourcentage élevé de son potentiel de production. Or, le maintien de ce pourcentage dépend largement des ventes à l'étranger, à plus de 40 p. 100, notamment pour le blé.

Dans le secteur machines-outils ou automobiles, un coup de frein à l'exportation se traduit, presque instantanément, par un gonflement de l'effectif des chômeurs. D'où un afflux de capitaux américains vers le Vieux-Continent. Et la politique d'investissements — General Motors, Ford ou Chrysler, par exemple — en Allemagne fédérale, au Benelux, en France, mais aussi en Grande-Bretagne. A qualité égale, la Taunus Ford ou l'Anglia concurrencent aisément la production française, et cependant les chaînes ne marchent encore qu'au ralenti. Si l'on ajoute cette concurrence à celle de la production italienne...

Cependant tous les investissements américains ne sont pas à redouter. C'est ainsi que les 15 milliards prévus en cinq ans transformeraient les régions du Gard et de l'Hérault par l'implantation définitive d'une industrie de la conserverie de fruits et légumes appuyée sur une revitalisation de la culture et des industries connexes. Laisserons-nous s'évader ces projets vers l'Italie ?

### L'agriculture, problème n° 1

L'un des points principaux sur lesquels ont acheminé les pourparlers avec la Grande-Bretagne concerne l'écoulement des produits de l'agriculture dans un marché qui serait libre entre l'Angleterre, la Nouvelle-Zélande, l'Australie et le Canada, d'une part, et, d'autre part, la France ainsi que certains de ses partenaires du Marché commun. Il ne faut pas oublier que 50 p. 100 des terres cultivables de la Communauté sont en France, que 25 p. 100 de notre population active relève de la paysannerie (4,5 p. 100 en Grande-Bretagne, 15 p. 100 en Allemagne). L'essor de notre agriculture dépend largement de ses facultés d'exportation vers un marché anglais qui absorbe annuellement 4,7 milliards de dollars de produits agricoles et dans lequel notre part n'a été, en 1959, que de 1,4 p. 100.

Aux Etats-Unis, l'accroissement de la productivité a fait baisser les prix

de revient et réduit à 20 p. 100 la part de l'alimentation dans les dépenses courantes de l'Américain. Mais la rémunération du producteur est tombée — en raison de l'augmentation des frais de vente — de 50 à 37 p. 100. Or, ce producteur nourrit aujourd'hui vingt-six de ses compatriotes, au lieu de quinze en 1959 ; mais, dans le même temps, la part de l'agriculture, dans le revenu national américain, est tombée de 7,5 à 5 p. 100.

Or, actuellement, les Etats-Unis représentent à eux seuls 60 p. 100 du revenu global des vingt pays de l'O.C.D.E. On voit donc que si les productions des pays du Commonwealth blanc ont une faculté préférentielle sur le marché anglais, et que, par ce dernier, ils peuvent glisser vers l'Allemagne, l'Italie et les autres pays du Marché commun, ce serait, en définitive, la France et sa paysannerie qui feront tous les frais de l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun, et de l'ouverture européenne vers le Nouveau-Monde.

### La solution : une association entre la zone de libre échange et le Marché commun

Alors, faut-il crier aux Américains : *go home*, et nous réjouir de l'insularité imposée à la Grande-Bretagne par l'intransigeance gaullienne.

La vague de nationalisme — et de xénophobie — qui a éclaté à l'occasion de l'ultime réunion des Six à Bruxelles est sans excuse. A la rigidité scrupuleuse d'un de Gaulle ironique qui s'appuie sur le texte du traité de Rome comme un notaire de province sur les dernières volontés de son client défunt, répondent invectives et propos amers de ceux qui, hier, étaient nos amis et, à nos côtés, les défenseurs de nos libertés, et qui le resteront.

L'Europe des Six doit, certes, penser à se consolider elle-même. Elle doit même achever sa construction politique et le paradoxe est justement que le champion de l'Europe des patries se soit opposé à un éventuel associé non moins nationaliste que lui. L'Europe des Six, cette petite Europe, n'est pas à la dimension de son destin, celui que lui impose le devoir d'assistance des peuples nantis à l'égard des sous-alimentés.

Une leçon subsiste : le secrétaire général de la centrale syndicale britannique (Trade Union Congress) a préconisé la conclusion d'un traité commercial entre le Marché commun et l'Association européenne de libre échange.

Dans cette direction trouvera-t-on peut-être les moyens d'un rapprochement constructif du Nouveau-Monde et de la Vieille Europe, mais dans un monde où les populations feront une chaîne par-delà — et au-dessus — des intérêts étroitement nationaux.

Ad. Benoist.



# Le PSU vu par les mouve

**A**FIN de savoir comment les milieux socialistes étrangers jugent le P.S.U., *Tribune Socialiste* a réuni, à l'issue du II<sup>e</sup> Congrès de notre parti, plusieurs délégués et journalistes étrangers pour une « Table ronde ». Étaient présents :

M. HARRINGTON (Etats-Unis), membre du comité national du « New American Party Socialist » ;

M. BURDEN (Angleterre), directeur « French Review Socialist », membre du Labour Party ;

M. KALLEL (Tunisie), représentant du Néo-Destour ;

M. HAMPL VESELY (Tchécoslo-

vaquie), de l'agence tchécoslovaque de presse (à titre personnel) ;

M. VUKOJE BULATOVIC (Yougoslavie), de « l'Alliance Socialiste du Peuple des Travailleurs de Yougoslavie » ;

M. YOSHVA RASH (Israël), du journal du Mapam « Al Hamishmar » ;

M. SANDOZ (Suisse), membre du comité central du Parti socialiste suisse ;

M. BINA (Iran), délégué de la « Ligue des Socialistes Iranien ».

DOMINIQUE LAURY mène le débat.



Réunis par Tribune autour d'une « table

T. S. — Il nous a semblé important, à l'occasion du deuxième congrès du P.S.U., de rassembler les journalistes socialistes étrangers présents à Paris pour informer les lecteurs de la Tribune Socialiste sur l'intérêt que soulève le P.S.U. à l'étranger.

Depuis trois ans que le P.S.U. existe, nous pouvons dire que notre parti a pris position sur tous les problèmes. Nous n'ignorons pas les défauts et les insuffisances de notre parti. Nos effectifs sont encore trop faibles. Le recrutement n'a pas été poussé comme on le voudrait dans le milieu ouvrier. Nos débats et notre propagande manquent parfois de netteté et de simplicité. Mais nous pouvons quand même dire que nous avons quelques satisfactions.

Nous pouvons dire que le P.S.U. a été à la pointe du combat en France pour l'indépendance du peuple algérien. Nous avons organisé un grand nombre de manifestations. Je ne vous citerai que la part prépondérante que nous avons prise à celle du 27 octobre 1960 qui, je crois, a eu de profondes répercussions à l'étranger.

Nous avons figuré dans les consultations électorales et, malgré l'iniquité du scrutin, nous avons obtenu, aux dernières élections, 8,7 % des voix. Aujourd'hui, nous pouvons dire que nous intéressons une grande fraction de l'opinion française et internationale.

Ceci m'amène à la première question :

Comment juge-t-on le P.S.U. dans les mouvements socialistes de vos pays ?

## AUX ETATS-UNIS : de la sympathie

M. Harrington (Etats-Unis). — Le mouvement socialiste américain est membre de l'Internationale socialiste : cela ne nous a pas empêchés de prendre position sur la guerre d'Algérie contre Guy Mollet et pour le P.S.U.

Les camarades américains connaissent le P.S.U. et ont de la sympathie pour lui. Nous n'avons pas d'informations sur la politique française mais, aux Etats-Unis, dans le mouvement socialiste, l'accent est mis sur le P.S.U.

T. S. — Vous avez parlé de l'attitude de Guy Mollet à propos de la guerre d'Algérie, quelle a été votre position de fond à ce sujet ?

M. Harrington. — Nous avons pris position pour l'indépendance. En 1959, j'ai été le délégué de la jeunesse américaine à Berlin, nous avons voté contre le « mollétisme » et pour la jeunesse socialiste autonome.

T. S. — Le mouvement socialiste arrive-t-il à se développer aux Etats-Unis ?

M. Harrington. — Dans la jeunesse, mais seulement parmi la jeunesse. Par exemple, l'année dernière, de nombreux jeunes ont été emprisonnés au cours de la lutte des noirs pour la liberté. Nous sommes fiers de ce fait.

## EN GRANDE-BRETAGNE : on s'interroge

T. S. — Et en Grande-Bretagne à l'intérieur du Labour Party ?

M. Burden (Angleterre). — Mon point de vue personnel est tout à fait différent du

point de vue du parti travailliste en Angleterre.

Je vais d'abord vous raconter deux anecdotes concernant le point de vue officiel.

Le chef de la Commission internationale de notre parti est un syndicaliste qui est vraiment de l'opinion de la droite du parti ; il a cru, par exemple, que le P.S.U. avait une tendance communiste et il a dit à ses camarades que le parti travailliste ne devrait pas s'associer au P.S.U. parce qu'il était communiste.

T. S. — Comment a été accueillie cette affirmation ?

M. Burden. — Quelques amis de la gauche, comme Bardecastle, ont dit qu'il avait tort, mais ceux qui ne savent pas lire le français ne peuvent pas voir la différence avec le communisme.

Le deuxième point, c'est que Gaitskell, lorsqu'il a visité Paris, est revenu avec l'opinion que le P.S.U. ne pouvait pas s'agrandir et avoir le soutien des ouvriers et des syndicalistes, que ce n'était pas un parti important.

T. S. — Sur quoi fondait-il cette analyse ?

M. Burden. — Il a eu des conversations avec Guy Mollet.

T. S. — Ce n'est pas très objectif que d'avoir des conversations seulement avec Guy Mollet.

M. Burden. — Bien sûr. Nous avons quelques amis parmi les membres du Parlement, des membres de gauche qui sont actifs, qui s'intéressent au P.S.U., qui sont lecteurs de notre bulletin (1).

Nous avons gagné aussi une centaine de personnes qui sont, pour la plupart, membres de conseils municipaux, militants, syndicalistes, qui s'intéressent à cette publication. Mais la plus grande difficulté, c'est la difficulté de langage et on ne parle pas beaucoup du P.S.U. dans la presse anglaise.

Il y a une dernière chose qui m'inquiète beaucoup, c'est que lorsqu'on lit les paroles de de Gaulle, on croit facilement que tous les Français pensent comme de Gaulle. A mon avis, c'est très important, et nous essaierons de faire beaucoup plus de propagande pour le P.S.U. pour lutter contre cette impression.

## TCHECOSLOVAQUIE : un vif intérêt

M. Hampl Vesely (Tchécoslovaquie). — Nous suivons très attentivement le développement de toutes les tendances à l'intérieur de la gauche française. Nous leur souhaitons beaucoup de succès dans leur travail.

Nous avons soutenu la contribution du P.S.U. à la lutte contre la guerre d'Algérie. Nous considérons que les échanges de vues entre toutes les forces de la gauche et, éventuellement, une collaboration peuvent contribuer au progrès de la France.

T. S. — Les gens de la rue s'intéressent-ils à ce qui se passe à l'intérieur du mouvement socialiste français ?

M. Hampl Vesely. — Bien sûr. Je peux souligner que, dans les derniers mois, surtout à l'occasion des élections législatives en France, les journaux tchécoslovaques ont informé le public dans une très large mesure sur le développement de la politique intérieure française, surtout sur l'avance des forces de la gauche et sur leurs relations mutuelles.

(1) Il s'agit du Bulletin des Amis du P.S.U., à Londres, dont T. S. a eu l'occasion de parler.

## ISRAEL : une très grosse sympathie

M. Joshva Rash (Israël). — Je voudrais dire les deux raisons pour lesquelles le Mapam s'intéresse de fort près à l'activité du P.S.U.

Première raison : le Mapam a toujours été heureux d'avoir des rapports d'amitié avec les mouvements socialistes, communistes, syndicaux, etc. Nous connaissons en particulier la lutte qu'a menée le P.S.U. contre la guerre d'Algérie et je voudrais profiter de l'occasion pour signaler qu'en Israël, le Mapam a toujours soutenu le droit et la lutte du peuple algérien contre le colonialisme.

Nous suivons également les efforts du P.S.U. pour trouver la voie d'un socialisme à la fois révolutionnaire et démocratique.

Deuxième raison : beaucoup de dirigeants, de militants et aussi de sympathisants du P.S.U. peuvent faire office d'intermédiaire entre le Mapam, qui est le parti du rapprochement israélo-arabe et le parti du progrès social, les forces avancées, animées de bonne volonté dans les pays arabes et notamment dans le Maghreb.

## SUISSE : de sévères critiques

M. Sandoz (Suisse). — Je viens d'un pays où nous sommes divisés par les langues et je précise tout de suite que je donnerai plutôt l'avis des socialistes de Suisse romande.

Je peux dire que la constitution du P.S.U. a soulevé en Suisse romande un très grand intérêt, parce que nous avions la conviction que, pour la première fois, des hommes de tendances différentes mais d'accord, nous semblaient-il, sur certains points essentiels, tentaient de constituer une nouvelle force politique en France qui devait être la préfiguration de cette grande force de gauche que tout le monde, chez vous comme à l'étranger, souhaite.

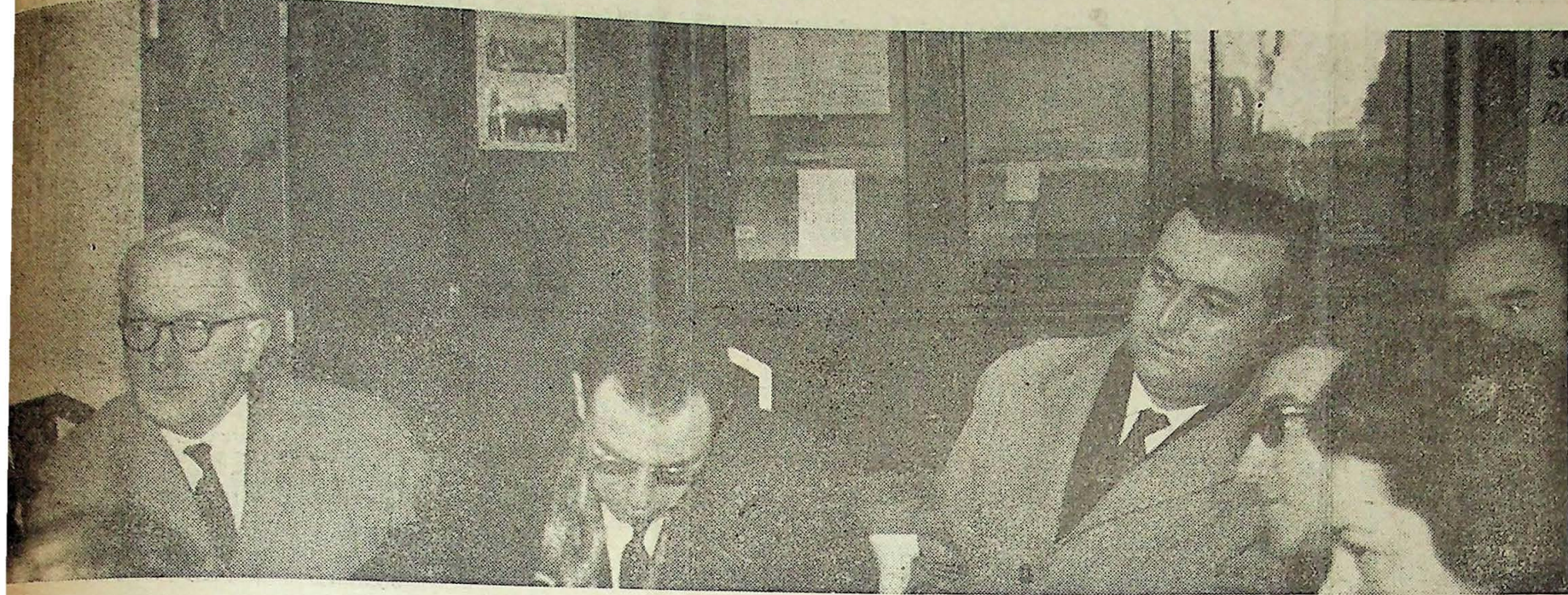
Je constate qu'après deux ans d'existence, la cohabitation de ces différentes tendances s'avère difficile. C'est d'ailleurs normal. Je pense que les difficultés que rencontre actuellement le P.S.U. sont, en fait, le reflet des difficultés de toute la gauche française, je dois dire que, sur ce point, j'approuve entièrement l'analyse publiée, il y a quelques jours, par M. Barillon dans le « Monde ».

Je pense que nos relations sont rendues difficiles par le fait que les partis ont l'impression, vraie ou fautive, que le P.S.U. cherche certains contacts ou encourage certaines tendances dans des pays, comme la Belgique, l'Allemagne, l'Autriche, qui combattent les partis officiels.

Pour des gens comme moi qui, sans être toujours d'accord avec la direction du parti, estiment que c'est à l'intérieur du parti qu'il faut essayer de transformer l'état d'esprit de ces partis, notre position est évidemment rendue extrêmement difficile par certaines prises de position du P.S.U. Certains dirigeants du P.S.U., cette année encore, en Allemagne ou en Hollande, ont apporté leur soutien à ces nouveaux partis qui tendent à se créer et nous avons l'impression que c'est ce qui explique que pour la première fois, je suis seul représentant de la Suisse. On regrette un peu que le P.S.U. ait tenté — je ne sais pas si c'est juste ou non — à vouloir créer une sorte de petit parti socialiste international.



# Mouvements socialistes étrangers



« table ronde » : (de g. à dr.) : Harrington (Etats-Unis), Burden (G.-B.), Kallel (Tunisie), Hampl Vesely (Tchécoslovaquie) et Dominique Laury (T.S.). (Photo Jacques DIRAND.)

En ce qui concerne la presse socialiste de langue française, je tiens à signaler que, chaque semaine, une partie des articles paraissant dans la « Tribune Socialiste » sont reproduits dans notre presse.

**T. S. —** La direction du parti socialiste suisse critique assez sévèrement le P.S.U. Je voudrais savoir si vous êtes suivis à la base sur cette position.

**M. Sandoz. —** Je pense qu'à la base du parti socialiste, les militants ont déploré certaines prises de position, certaines actions du parti socialiste S.F.I.O., soit dans la guerre d'Algérie, soit dans l'affaire de Suez.

En ce qui concerne la guerre d'Algérie, nos militants ont approuvé l'attitude du P.S.U. Ils ont été conscients du rôle qu'a joué le P.S.U. dans la lutte que menait le peuple algérien pour son indépendance. Sur ce point, je pense que la majorité de nos militants sont favorables à l'action du P.S.U. Maintenant, la situation est un peu différente.

Nous déplorons la division des forces de gauche en France et je pense que la majorité de nos militants sont favorables à toute action, à toute tentative qui pourrait aller dans le sens d'un regroupement de la gauche.

C'est là, peut-être, que je ne suis pas, à titre personnel en tout cas, tout à fait d'accord avec l'orientation que semble prendre le P.S.U. à l'heure actuelle. Il me semble que cette orientation va dans un sens différent.

**T. S. —** Je vous signale que notre objectif numéro un, défini par le congrès de Clichy, est le front socialiste, c'est-à-dire l'unité d'action sur un programme précis avec la S.F.I.O., le Parti communiste et les syndicats. C'est notre objectif fondamental et nous nous battons de toutes nos forces pour ce rassemblement.

## IRAN :

### « Nous suivons vos travaux »

**M. Bina (Iran). —** Pour répondre à votre première question : « Que pensez-vous dans les milieux ouvriers socialistes en Iran du P.S.U. ? », il faut d'abord vous dire qu'il existe deux mouvements ouvriers socialistes en Iran :

1° Le parti communiste iranien, qui est interdit, comme vous le savez, depuis quinze ans et dont les dirigeants ont quitté le pays et vivent tous à Moscou. Je n'ai pas besoin de vous décrire la position de ce parti envers le P.S.U. Elle est tout à fait hostile. Elle fait plus de propagande pour l'union du Parti communiste français et de la S.F.I.O. que pour le P.S.U.

2° Il y a la Ligue des socialistes iraniens, qui est une organisation clandestine ou semi-clandestine, qui est jeune, n'ayant pas plus de six ans. Une partie des dirigeants du parti communiste et une partie des militants de base ont quitté ce parti. Ils avaient formé un groupuscule qui, au temps du mouvement national iranien, a lutté aux côtés de Mossadegh ; ils ont pu regrouper une bonne partie des militants dynamiques de ce mouvement et former ensuite, dans des conditions politiques très difficiles, la Ligue des socialistes iraniens.

Le Ligue des socialistes iraniens a plus d'un point commun avec le P.S.U. C'est la première fois que nous envoyons une délégation officielle à votre congrès, mais nous connaissons votre parti depuis

fort longtemps, depuis sa naissance, parce que, écœurés et indignés de la politique réactionnaire de la S.F.I.O., nous avons apporté, en France, toute notre sympathie à votre parti.

Nous avons fait connaître le P.S.U. et son action dans la mesure de nos possibilités, qui ne sont pas grandes, étant donné le régime despotique de l'Iran.

Nous avons également fait connaître les très grands efforts que le P.S.U. fait en France depuis sa naissance pour réunir toute la gauche française dans un front socialiste pour combattre le néo-capitalisme, que nous connaissons très bien chez nous puisque le capitalisme français, comme vous le savez, a 8 % des actions du Consortium pétrolier, consortium imposé à l'Iran après la contre-révolution de 1953, après la chute de Mossadegh.

Nous avons traduit les travaux du premier congrès du P.S.U. Nous avons publié, distribué, toujours clandestinement, mais à fort tirage, le livre du camarade Depreux : « Renouveau du socialisme », et nous sommes en train de publier ces jours-ci, à Téhéran, le récent livre du camarade Gilles Martinet : « Le marxisme de notre temps. »

Je profite de l'occasion pour adresser, avec la sympathie que j'ai exprimée, le reproche que nous faisons au P.S.U. Le P.S.U., jusqu'ici, ne s'est intéressé nullement aux problèmes de l'Asie, du Moyen-Orient, peut-être parce que le Moyen-Orient n'a jamais été une colonie française. L'Iran a besoin du soutien de toutes les forces socialistes du monde et du soutien du P.S.U.

Ce qui nous désole toujours, à côté de cette vaste campagne bourgeoise qu'on voit, par exemple, sous la plume d'Edouard Sablier, dans un journal pour lequel nous avons beaucoup d'estime : « Le Monde », mais qui publie vraiment des articles décevants ; et très loin de l'objectivité de la situation réelle du pays. D'autre part, il y a cette presse du cœur qui se lamente sur la tristesse de la reine Farah, ou sur l'étourdissante splendeur des « Mille et une nuits », qui ne parle jamais des problèmes qui préoccupent le peuple iranien, en général, et les forces progressistes socialistes en particulier.

**T. S. —** Je voudrais souligner la présence à cette table ronde du camarade israélien et du camarade iranien, ce qui représente un symbole d'unité socialiste.

## YUGOSLAVIE :

### des relations très étroites

**M. Vukoje Bulatovic (Yougoslavie). —** Il est déjà connu que nos délégations ont assisté au premier et au deuxième congrès et que nous avions déjà des relations très étroites avec les groupements qui constituent aujourd'hui le P.S.U. Notre « Alliance socialiste du peuple des travailleurs de Yougoslavie » a déjà eu des relations très étroites avec le P.S.U. sur différents sujets.

On a échangé plusieurs groupes d'études. Vos camarades ont assisté à nos congrès, ont fait des échanges de publications.

Naturellement, nous estimons qu'il était très utile pour ces deux mouvements d'élargir les relations et nous espérons avoir l'occasion de parler avec les camarades qui seront élus dans le nouveau comité, à la fin de votre congrès.

En ce qui concerne les débats de votre congrès, il me semble qu'il est très bien, pour

le parti, d'essayer de surmonter les difficultés internes et de mener une action plus large dans les masses.

## TUNISIE :

### une minorité d'intellectuels

**M. Kallel (Tunisie). —** Dans mon pays, vous savez que le Néo-Destour est le parti du peuple, que c'est le parti prépondérant. Actuellement, le Néo-Destour s'oriente dans une direction socialiste, dans le cadre d'une planification.

A l'intérieur du pays, le Néo-Destour s'intéresse à tous les mouvements socialistes dans les pays étrangers, particulièrement au mouvement socialiste en France.

Le P.S.U. représente pour nous le parti d'une minorité d'intellectuels et de groupements qui n'ont plus de place dans leur formation initiale et qui se sont regroupés ; mais il constitue le rassemblement d'une minorité agissante, qui est appelée à un grand avenir. Si le P.S.U. continue sur sa lancée, s'il continue à soutenir les positions qui sont réellement conformes aux principes socialistes, nous croyons qu'il doit jouer un rôle d'avant-garde pour éclairer le peuple français sur les véritables problèmes auxquels sont confrontés les pays sous-développés, particulièrement les anciennes colonies de la France, pour faciliter la coopération entre la France et ces pays.

Evidemment, nous avons toujours estimé les positions d'avant-garde prises par le P.S.U., particulièrement en faveur de la révolution algérienne, en faveur de tous les mouvements qui luttent pour l'indépendance nationale et contre l'impérialisme étranger.

Je crois que le P.S.U. contribuera à l'affermissement des liens entre les différents mouvements socialistes. Il doit le faire par les moyens dont il dispose, à savoir : la presse, ses organes d'expression, ses écrits, les livres qui paraissent de temps à autre, qui intéressent particulièrement les mouvements socialistes dans les pays en voie de développement, particulièrement la Tunisie, car nous nous acheminons vers une voie socialiste.

Le socialisme tunisien, qui est né de l'action quotidienne et qui est adapté à la réalité du pays, a besoin de s'enrichir de la réflexion et de l'action que mènent les différents mouvements socialistes en Europe.

**DOMINIQUE LAURY. —** Je crois que nous avons fait un large tour d'horizon, je vous renouvelle mes remerciements et je vous prie de transmettre aux camarades Socialistes de vos Pays les salutations fraternelles du P.S.U.

Cette « table ronde » comportait deux autres questions :

1° Croyez-vous qu'une tentative identique à celle du P.S.U. soit possible dans votre pays ?

2° La diffusion de « Tribune Socialiste » est-elle possible dans votre pays ?

Nous publierons prochainement le compte rendu de cet intéressant débat.

D. L.



## Débrayages à l'arsenal de Toulon

(De notre correspondant à Toulon H. Mounié)

DEPUIS de longs mois, l'ensemble du personnel ouvrier et technicien à statut ouvrier de l'Arsenal de Toulon, comprenant les manuels, préparateurs, dessinateurs et électroniciens, manifestent pour leurs salaires, la 4<sup>e</sup> semaine de congé, la prime de vacances, le reclassement de certaines professions, etc.

Les salaires des ouvriers des Arsenaux sont basés suivant leur statut sur ceux de la Métallurgie de la région parisienne. Or, actuellement, l'écart constaté avec ceux-ci dépasse 10 %.

Les ministères des Armées et des Finances ne sont pas pour autant pressés de donner satisfaction aux justes revendications du personnel ouvrier de la Défense nationale qui ne demande, en fait, que le rajustement des salaires auxquels il a droit.

Pour ces raisons, le personnel de l'Arsenal de Toulon a réalisé de nombreux débrayages sans résultat depuis le mois de novembre 62. Au cours de la première quinzaine de janvier, à l'issue d'un nouveau débrayage, de fortes délégations de tous les ateliers s'étaient massées dans le calme devant la Préfecture maritime, pendant que les délégués des syndicats C.G.T. et C.F.T.C. étaient reçus par le représentant du préfet.

Le jeudi 24 janvier, nouveau débrayage de 1 heure, à l'appel des trois centrales syndicales C.G.T., Force ouvrière et C.F.T.C. Un défilé avait été prévu dans les rues de la ville, mais interdit au dernier moment par la sous-préfecture.

Exaspérés, les travailleurs de l'Arsenal de Toulon ont essayé de passer outre ; d'importantes délégations syndicales sont allées déposer à nouveau leurs cahiers de revendications aux autorités maritimes locales, pendant que 1.500 travailleurs, parvenant à tromper un imposant service d'ordre, avait réussi à se masser devant la sous-préfecture.

Devant l'arrivée d'importants renforts de police qui firent circuler les manifestants, ceux-ci se dirigèrent, groupés, vers la Bourse du Travail où, avant de procéder à la dispersion, les secrétaires syndicaux de la C.G.T. et de la C.F.T.C. tirèrent les conclusions de cette situation, demandant à leurs camarades de rester vigilants et de renforcer l'unité d'action et les moyens de lutte.

# ANGERS: Crise chez Bessonneau

## L'Armée rompt ses commandes de toile : 348 employés licenciés font les frais de l'opération

(De notre correspondant à Angers, Roger Secher.)

Il fut un temps où, en de nombreux endroits de France et à Angers, bien sûr, quand on parlait d'Angers, c'était : « Ah oui ! Bessonneau ». C'était l'usine importante de la ville. La grande usine avec ses 6.000 ouvriers et plus en 1940.

Ce n'était d'ailleurs pas une usine modèle, une usine pilote et la direction a une lourde responsabilité, une responsabilité d'ailleurs complète, dans un régime où celui qui a l'argent est le maître des choses et des hommes.

Car ce patronat n'a rien fait pour moderniser cette usine créée au siècle dernier et qui avait deux branches d'activités : le textile et la métallurgie et avait des ateliers en trois usines dans la ville.

En 1945, les bombardements alliés ont détruit une de ces usines située près de la gare, mais en 1949, elle comptait encore plus de 5.000 ouvriers dont environ 3.000 femmes dans le textile.

La situation, depuis, a toujours été en s'aggravant pour les travailleurs, car le manque de matériel moderne a fait que les commandes ont été moins importantes et de licenciement en licenciement l'usine ne comptait plus que 1.000 à 1.200 travailleurs au début de 1963.

C'est à ce moment que, suite à la réorganisation de l'Armée pour laquelle l'usine travaillait, il y a eu une nouvelle réduction des commandes.

On a appris alors que 348 ouvriers de l'usine seraient licenciés. Parmi eux 155 ont plus de 50 ans. Cela pose un problème grave dans cette ville où les usines créées depuis quelques années emploient surtout de la main-d'œuvre féminine et jeune.

Une action syndicale s'est développée et multiplie les manifestations et interventions auprès des pouvoirs publics. Cette action se déroule dans l'unité la plus totale C.G.T. - C.F.T.C. Les sections syndicales ont toujours eu une activité importante dans cette usine.

Ce licenciement ramène l'effectif de l'usine à moins de 1.000 travailleurs.

Nous dénonçons à ce propos la carence d'une société basée sur le profit qui subordonne la vie des travailleurs aux impératifs économiques. Nous devons militer pour faire prendre conscience aux travailleurs qu'ils doivent travailler pour préparer une société où l'économie sera organisée pour l'amélioration de la vie des hommes.

## Pour cause de profits licites :

### 17 familles menacées d'expulsion dans l'Eure

DIX-SEPT familles de Fleury-sur-Andelle (Eure) seront-elles expulsées le 26 mars prochain ? C'est la question que l'on se pose aujourd'hui dans la vallée de l'Andelle : les syndicats ouvriers, de nombreuses organisations sont bien décidés à tout mettre en œuvre pour qu'une réponse négative soit donnée à la question posée.

Les faits sont simples, les dix-sept familles — totalisant 65 personnes — sont 30 enfants — sont locataires de la société de tissage P. Morel et Cie et plusieurs chefs de famille sont d'ailleurs ouvriers de cette firme.

Les difficultés qu'a connues ces derniers mois la société de tissage ont conduit le tribunal de Commerce à l'admettre au bénéfice du règlement judiciaire. Pour désintéresser les créanciers celle-ci doit procéder à la réalisation de son actif. La mise en

vente des biens immobiliers a donc été décidée. Un huissier a donc remis aux dix-sept familles intéressées une sommation leur enjoignant — selon l'expression consacrée — « de vider les lieux ». Pourquoi cette expulsion massive ? Tout simplement parce qu'un appartement libre se vend deux fois plus cher qu'un appartement occupé. Le propriétaire a donc tout intérêt à « faire place nette » avant de réaliser cette opération lucrative. Quant aux familles... D'ailleurs le propriétaire n'a aucune crainte à avoir : n'a-t-il pas la loi pour lui ?

Cet épisode donne une image de ce que serait la situation de centaines de milliers de locataires si le droit au maintien dans les lieux institué par la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948, était supprimé. La spéculation immobilière pourrait alors prendre un nouvel élan.

## A PIENNES (M.-et-M.)

### Situation critique dans les mines de fer

PIENNES, 6 février (C.T.)  
LES conséquences et la politique pratiquée par le pouvoir depuis 1958 ont rendu la situation des mines de fer du bassin lorrain inquiétante pour les travailleurs de cette région.

Après la fermeture des puits d'Aubrives et de Moulaines, celles prévues des mines d'Aachen et de Langenberg, les réductions d'horaires des mines de Bazailles, Trieux, Anderny, Valeroy, la fermeture du Centre d'apprentissage de Tucquegnieux en juillet où rien n'est prévu pour assurer la continuité des études des apprentis, voici que la direction de la mine de la Mourière, où les horaires de travail ont déjà été ramenés à 32 heures, annonce le licenciement probable de 60 ouvriers pour début mars.

Devant cette aggravation de la situation, des mouvements revendicatifs ont été déclenchés, et un Comité de défense a été constitué en vue de résoudre, par la réflexion et par l'action, ce problème économique dont l'ampleur ne cesse de s'étendre.

## JOURNÉE REVENDICATIVE dans les hôpitaux psychiatriques

LES personnels hospitaliers attendent, depuis 1961, un reclassement qui n'est toujours pas appliqué, malgré les promesses des ministères de tutelle. (Santé publique, Intérieur, Finances).

Après de multiples démarches, l'union des syndicats C.G.T.-C.F.T.C.-F.O. enfin réalisée a permis la réussite d'un mouvement revendicatif d'une grande ampleur.

La grève, organisée selon les modalités compatibles avec les soins aux malades (qui ont toujours été assurés) a perturbé considérablement la marche des services hospitaliers et paralysé les services administratifs du 28 au 31 janvier.

A la suite de l'assurance donnée aux délégués syndicaux au cours d'une réunion où tous les hôpitaux psychiatriques de la Seine (St-Anne, Maison-Blanche, Perray-Vaucluse, Ville-Evrard, Villejuif) avaient envoyé de nombreux représentants cette grève est suspendue jusqu'au 9 février, délai donné pour la signature des arrêtés préfectoraux exigés.

# 2 splendides volumes de VICTOR HUGO à des conditions exceptionnelles

## ŒUVRES ROMANESQUES COMPLÈTES ŒUVRES POÉTIQUES COMPLÈTES

L'œuvre de Victor Hugo domine toute l'histoire littéraire française, et par son rayonnement politique l'histoire tout court.

Ce sera la gloire de l'édition française d'avoir réussi à réunir en un seul magnifique volume les ŒUVRES POÉTIQUES COMPLÈTES de Victor Hugo dispersées dans plus de vingt recueils la plupart introuvables. Ce volume : 153 873 vers, 13 millions de caractères, est enrichi de toutes les tables nécessaires et d'une chronologie illustrée de 40 pages.

Le triomphe à la Foire du livre de Francfort de ce chef-d'œuvre de l'édition européenne a déterminé l'éditeur à publier, également en un seul volume, tous les romans de Victor Hugo : LES

MISÉRABLES, NOTRE DAME DE PARIS, QUATRE VINGT TREIZE, etc... complétés par certains textes inconnus. Cette magnifique édition comporte, en outre, un cahier de trente pages d'illustrations, reproduisant les dessins qu'avait prévus pour ces romans cet artiste de génie : Victor Hugo lui-même.

Chaque volume 21 x 27, 1600 à 1800 pages, sur beau papier, tranche supérieure dorée, est en vente séparément.

Hâtez-vous de profiter de cette offre car le tirage des ŒUVRES POÉTIQUES est en voie d'épuisement, et le prix des ŒUVRES ROMANESQUES est susceptible d'être prochainement révisé.



L'ENTHOUSIASME DE LA PRESSE  
Magnifique volume (COMBAT)...  
la dernière merveille (L'EXPRESS)...  
indispensable recueil (FIGARO)... l'événement littéraire de l'année (ARTS)...  
un admirable livre qui fait honneur à l'édition française (L'INFORMATION)...  
la Grande Encyclopédie du lyrisme français (LIBÉRATION)... une extraordinaire édition (JOURS DE FRANCE)...

### CONDITIONS DE VENTE (FRANCE MÉTROPOLITAINE)

- 1) Chaque volume (vendu séparément) 13 F, 50 par mois (10 versements) 42 F par mois (3 versements) 120 F comptant.
- 2) Les 2 volumes commandés ensemble : 26 F par mois (10 versements) 80 F par mois (3 versements) 220 F comptant.

LIVRAISON IMMÉDIATE A DOMICILE TRANSPORT, EMBALLAGE GRATUITS FACILITÉ DE RETOUR.

BON à adresser à la LIBRAIRIE PILOTE, 30, rue de Grenelle, Paris 7<sup>e</sup>.

Cocher la case précédant la formule choisie.

Veuillez m'adresser  les 2 volumes de Victor Hugo  1 seul volume : Les Œuvres... Je choisis de régler

comptant  en 3 mensualités  en 10 mensualités.

#### RÈGLEMENT COMPTANT

Veuillez trouver ci-inclus le montant de ma commande, libellé au nom de la Librairie Pilote soit... Frs en un  chèque  chèque postal (Librairie Pilote 13.905.31 Paris) avec ses trois volets  mandat  Veuillez m'adresser votre envoi contre remboursement.

je garde la faculté de renvoyer dans les 48 heures le colis dans son emballage d'origine et en ce cas, je serai immédiatement remboursé.

Nom..... Profession..... Adresse.....

n° C.C.P. ou bancaire.....

#### SERVICE TRIBUNE SOCIALISTE

#### RÈGLEMENT PAR MENSUALITÉS

Veuillez trouver ci-inclus le montant de la première mensualité, libellé au nom de la Librairie Pilote soit... Frs en un  chèque joint  chèque postal (Librairie Pilote 13.905.31 Paris) avec ses trois volets  mandat  Veuillez m'adresser votre envoi contre remboursement de la 1<sup>re</sup> mensualité.

je garde la faculté de renvoyer dans les 48 heures le colis dans son emballage d'origine et en ce cas, je serai immédiatement remboursé.

Nom..... Profession..... Adresse.....

Signature.....



## Chez Michelin on prépare l'action dans l'unité

La direction est inquiète et, dans les syndicats, le vent est à l'optimisme tempéré, c'est-à-dire à l'espoir d'aboutir au terme d'une lutte serrée. La maison Michelin ne recule pas facilement. D'ordinaire, elle octroie et laisse tomber les broutilles de haut, au moment opportun. Cette fois, l'enjeu est gros et la résistance s'annonce dure :

- 4<sup>e</sup> semaine de congés payés ;
- semaine de 40 heures sans diminution de salaire ;
- retraite à soixante ans ;
- indemnisation des frais de transport ;
- augmentation des salaires et fixation d'une base minimum garantie.

Voilà donc la ligne patronale attaquée de front. Renault chez Michelin, c'est grave ! Pourtant, il est permis de penser que la place forte

(De notre correspondant à Clermont-Ferrand Georges Servent)

du capitalisme français se verra contrainte de céder. La lettre directoriale répondant aux revendications syndicales renvoie la discussion à la réunion paritaire du 13 février prochain. Les termes en sont mesurés et prudents. C'est que dans les ateliers la température monte et que toutes les organisations préparent l'action dans l'unité, y compris, ce qui est important, la C.G.C. ; action décidée, méthodique, coordonnée. Jusqu'au 13 février, d'imposantes délégations se rendront auprès des chefs de service.

Déjà, dans les gros secteurs de fabrication : OPZ, PL, PN, etc, des centaines d'ouvriers ont déposé

leurs doléances dans le calme et la discipline. Car il convient de noter que la revendication qualitative enregistre l'adhésion unanime des salariés de l'usine.

On comprend ici que la bataille qui s'amorce est essentielle et qu'il faut la mener à bien, aussi pas de faux-pas, mais une ferme détermination jusqu'au 13 février. Après, on verra ; après, on fera comme les 500 camarades de l'atelier ZKC qui ont débrayé plus de trois jours pour obliger la direction à rapporter sa décision d'augmenter le rendement de 45 à 60 mélanges par journée de travail, soit plus de 25 % pour 20 centimes de plus de l'heure. Significatif, ce mouvement, et encourageant ! Le temps des aumônes est révolu. La dignité est à l'ordre du jour avec de meilleures conditions d'existence et de travail.

## ECHOS DES ENTREPRISES

### Pouvoir gaulliste, quatrième semaine et mot d'ordre

Une partie du mouvement ouvrier y voit l'aboutissement des multiples luttes des derniers mois, ou encore le résultat des progrès de l'unité des partis de gauche par les nombreux désistements caractérisés lors des élections législatives.

Mais l'exploitation publicitaire de l'action gouvernementale par les supporters gaullistes doit nous donner à réfléchir.

Les organisations syndicales ont raison de souligner que l'allongement du repos est, de ce point de vue, une mesure vitale. En effet, l'épuisement physique et nerveux d'un ouvrier travaillant en équipe 8 heures par jour dans les conditions de l'exploitation nouvelle à la Régie, peut être plus grand que celui atteint en 10 heures par son semblable il y a trente ans.

Les dispositions prises pour l'octroi de la quatrième semaine refusant l'accolement des jours supplémentaires au congé principal EMPECHERONT LA DESORGANISATION de la production qui avait lieu autrefois dans la semaine qui précédait ou succédait à la période de fermeture, d'où mesures d'économie.

La productivité (modernisation, rythme, intensité du travail, etc.) compense largement les quelques dépenses provoquées par des mesures « sociales ».

Les conséquences de la quatrième semaine se répercutent dans tout le mouvement ouvrier. Les propos de Granval et le refus du C.N.P.F. montrent que la généralisation de cette mesure ne se fera PAS TOUTE SEULE. Au fur et à mesure de l'approche des vacances, l'exigence des ouvriers se fera plus grande. L'ACTION SERA NECESSAIRE.

Les ouvriers se moquent totalement de savoir si les patrons peuvent payer ou non.

Le mot d'ordre de généralisation de la quatrième semaine devra donc être à la base même du programme d'action unitaire de tout le mouvement ouvrier, de ses organisations. Ce faisant, une campagne unique et coordonnée des Centrales syndicales se justifie pleinement.

Le problème se pose également de savoir COMMENT Renault et les usines qui ont maintenant la quatrième semaine, pourront lier leurs luttes à celles de leurs frères de classe. La nécessité d'un programme unificateur portant sur la réduction du temps de travail hebdomadaire QUE REFUSE CATEGORIQUEMENT LE POUVOIR, S'IMPOSE DONC. Il appartient à tous les ouvriers de comprendre que les avantages qu'ils peuvent obtenir sont souvent provisoires et ne peuvent seulement leur être octroyés en fonction des impératifs de leur entreprise. Ils disparaîtront le jour où la Régie les mettra à la porte (c'est déjà arrivé).

La lutte pour une convention collective nationale de l'automobile est donc importante pour généraliser les avantages acquis pour poser les problèmes fondamentaux non plus à l'échelon de l'usine, ou de la chaîne, mais du pays... et même à l'échelon de l'Europe.

Les prises de positions politiques du pouvoir gaulliste, de Giscard d'Estaing, de Granval et autres, la précarité des avantages ouvriers (exemple : dénonciation de l'accord et licenciements collectifs comme chez NEYR-PIC) montrent la nécessité de dépasser les objectifs purement syndicaux. Le problème de la lutte pour la conquête du pouvoir politique par les travailleurs reste posée. C'est l'objectif sur lequel le P.S.U. vous appelle à vous rassembler. C'est ce qu'il exprime par son mot d'ordre de FRONT SOCIALISTE groupant les partis ouvriers et les syndicats comme alternative du gaullisme.

Tiré de l'Étincelle, de février 1963, édité par la section P.S.U. de la Régie Renault.

## A MAY-SUR-ORNE (CALVADOS)

## Les licenciements

## peuvent et doivent être évités

(De notre correspondant à Caen Bernard Liou)

La S.M.P.C. (Société des Mines et Produits Chimiques), dont la grosse majorité des actions est détenue par la Banque de Paris et des Pays-Bas, exploite, à 10 km environ au sud de Caen, le minerai de fer très riche (42 à 45 %) du sous-sol de cinq communes : May-sur-Orne (siège des bureaux de la direction et puits d'extraction) ; Saint-Martin-de-Fontenay (puits d'extraction) ; Saint-André-sur-Orne, Fontenay-le-Marmion, Rocquancourt (puits d'extraction). Toutes ces communes ont été sinistrées à 30 ou 90 % lors du débarquement de 1944.

La S.M.P.C. n'est liée à aucun complexe sidérurgique national, et bien qu'elle ne soit éloignée que de 12 km des hauts fourneaux de la Société Métallurgique de Normandie (S.M.N.), qui traite le minerai de ses propres mines de Soumont-Saint-Quentin-Potigny, la S.M.P.C. expédie son minerai à l'étranger, soit en Angleterre, par le port de Caen, soit par fer en Belgique. La S.M.N. ne lui achète que 5.000 tonnes de minerai par mois, 60.000 t. par an.

Il y a quatre ans, on mettait en chantier à May-sur-Orne, grâce aux crédits publics de modernisation d'équipement, un puits central d'extraction, d'une capacité de production annuelle de 1.500.000 tonnes, qui devait remplacer les trois anciens puits en exploitation.

Deux ans après, brusquement, début 1961, on apprenait que la situation financière de la S.M.P.C. était largement déficitaire, pour deux raisons :

1° Les difficultés d'écoulement sur le marché mondial du minerai de May-sur-Orne, contenant une forte proportion de silice, avaient réduit à 400.000 tonnes le marché annuel ;

2° L'importance des effectifs rendait prohibitif le prix de revient de la tonne de minerai.

Tout naturellement, on parla compression d'effectifs, et déjà de listes de licenciements : des mises à la retraite d'office furent décidées, des mineurs furent dirigés vers les mines de charbon du Nord, des départs volontaires furent enregistrés vers la S.M.N. soit comme mineurs, soit comme ouvriers métallurgistes. L'entreprise privée qui forait le puits central en embaucha quelques autres. Bref, après un moment de panique, tout sembla se stabiliser.

Hélas ! ce n'était que partie remise. On aurait dû s'en douter après les explications qu'avait bien voulu donner à l'époque, aux maires du canton, dans le cabinet du préfet, l'ingénieur départemental des mines : le marché annuel réduit à 400.000 tonnes et l'impossibilité de trouver de nouveaux débouchés réduisaient le taux de productivité de la S.M.P.C. à 3,5 tonnes/poste, alors que les mines de la S.M.N. (Potigny) atteignaient un taux de 7 tonnes/poste et que les mines de l'Est avaient un taux d'extraction de 14 tonnes/poste. Bien sûr, on

avait bien fait remarquer naïvement au préfet et à l'ingénieur départemental des mines que si les perspectives d'écoulement du minerai de May devaient être estimées, au mieux, à 400.000 tonnes annuelles, il était inutile de poursuivre la construction d'un puits d'une capacité d'extraction annuelle de 1.500.000 tonnes et qu'il importait d'en interrompre im-



(Photo « P. N. »)

A May-sur-Orne, les commerçants avaient fermé leur magasin par solidarité avec les mineurs.

médiatement la construction pour ne pas gaspiller davantage les crédits publics. Mais c'était, en effet, trop naïf. La construction du puits central continua, jusqu'au jour où, achevées les installations du jour, on annonça la nécessité de nouvelles compressions d'effectifs. Sur les 622 employés actuels, 22 licenciements pour fin janvier 1963, 144 autres fin mars 1963 pour en arriver à une exploitation rentable avec un effectif de 500 unités au 1<sup>er</sup> avril 1963, chiffre qui devrait progressivement être ramené à 400 unités. Et c'est là qu'il importe de se souvenir des taux de productivité donnés par l'ingénieur départemental des mines : 400 postes x 275 journées x 14 tonnes = 1 million 540.000 tonnes par an. Tout juste la capacité de production du puits central !

Mais nous n'en sommes pas encore là, car si le « jour » est totalement équipé, le fond n'est pas encore achevé et ne pourrait fournir actuellement que 800.000 tonnes.

Et c'est pourquoi, aux délégués syndicaux, aux parlementaires, conseillers généraux, municipalités, la direction générale de la S.M.P.C., objectant une situation financière catastrophique, le directeur général serait d'accord pour surseoir à tout licenciement si on lui trouvait un mar-

ché complémentaire de 200.000 tonnes, car les marchés conclus pour 1963 n'atteignent que 600.000 tonnes.

Les mineurs pensent qu'il faut, à tout prix, faire pression sur les pouvoirs publics pour obtenir sans délai ce marché de 200.000 tonnes sur le plan national, réduisant au besoin les importations de minerais du Labrador ou de Mauritanie (ou la direction de la S.M.P.C. est actionnaire). Car ils sont persuadés que l'objectif de la direction de la S.M.P.C., c'est moins ce marché complémentaire de 200.000 tonnes qu'une réduction massive d'effectif sous le prétexte d'une mévente momentanée.

Seuls peuvent et doivent donc agir les parlementaires, conseillers généraux et municipalités.

Une réunion des municipalités couvrant le territoire des mines doit avoir lieu pour envisager une action commune. La démission collective de ces municipalités sera envisagée.

## A DOMBASLE :

### Demande de réunion paritaire chez Solvay

(De notre correspondant à Nancy, Elisabeth Arnoux.)

A la suite du débrayage du 22 janvier dernier, il a été décidé de lancer un appel aux autres usines Solvay de France.

Le 22 janvier 1963, les ouvriers de chez Solvay, à Dombasle (service de jour), ont cessé le travail durant deux heures. Ils se sont réunis et ont adopté la résolution suivante :

La direction générale des usines Solvay, par réciprocité à ouvrir les discussions avec nos représentants, prend la responsabilité du risque d'aggravation du conflit qui nous oppose à elle.

Nous sommes résolus à poursuivre notre action pour obtenir que soient satisfaites nos légitimes revendications.

Nous demandons donc, de toute urgence, une réunion paritaire des élus ouvriers, d'une part, et du représentant direct de la Direction, d'autre part.

Nous saluons l'initiative qu'ont prise les conseils syndicaux C.G.T. et C.F.T.C. de Dombasle, en envoyant un appel commun à l'union aux trois syndicats de Tavaux.

Nous appelons l'ensemble des travailleurs de France à engager dans les usines et filiales de la société Solvay un grand mouvement revendicatif, ceci afin de porter, en commun les coups et remporter une victoire commune.

Il a été décidé aussi d'envoyer une délégation C.G.T. et C.F.T.C. à l'usine de Tavaux, dans le Jura — la plus importante usine Solvat de France.



# QUAND LES AMERICAINS VEULENT COLONISER

## LE LANGUEDOC

Au moment où de Gaulle sabote le Marché commun et où il paraît prendre ses distances à l'égard des Etats-Unis, les capitalistes américains se tournent vers le marché européen. Après la participation majoritaire de Chrysler à la Société Simca, l'offensive s'oriente maintenant vers la commercialisation des produits agricoles. L'affaire de la Libby paraît révélatrice à cet égard.

En quoi consiste exactement le projet de la société américaine « Libby Mac Neil and Libby », dit projet « Libaron » ? Pour l'essentiel, il s'agit de construire une conserverie géante dans le Gard ou dans l'Hérault afin d'écouler la production de fruits et légumes en plein essor à la suite des travaux d'aménagement du Bas-Rhône-Languedoc. Au départ, les investissements s'élèveraient à 1 milliard 250 millions pour atteindre presque le triple dans les dix prochaines années, ces capitaux seraient investis dans la construction d'une conserverie capable de traiter 58.000 tonnes en 1970-71, soit environ le dixième de la production française actuelle. C'est dire l'importance du projet.

### Les paysans et la « Libby »

L'implantation d'une telle entreprise n'est pas sans poser de graves problèmes aux producteurs de la région du Bas-Rhône-Languedoc.

1) Les projets de la Libby tels qu'il ont été exposés récemment aux fonctionnaires français prévoient des contrats d'intégration. Aux termes de ceux-ci, les producteurs vendront à des prix fixés par contrat une partie de leur production, les plans et les techniques étant fournis par la Libby. Dans ces conditions les paysans de

la région perdent la plus grande part de leur pouvoir de décision : ils deviennent de véritables prolétaires. La promesse des réalisateurs de favoriser la culture polyvalente et d'aider les producteurs dans leurs autres « spéculations » ne suffit pas à pallier cet énorme risque de prolétarisation. Par le mécanisme de l'intégration néo-capitaliste que nous avons déjà maintes fois dénoncé, l'agriculteur perd tout pouvoir de décision ; il est livré pieds et poings liés aux grosses sociétés financières. La réaction des intéressés est connue, voire l'affaire « Franc-poulets » l'année dernière...

2) Au surplus, les promoteurs de « Libaron » ne se contentent pas d'intervenir dans la commercialisation, ils prétendent aussi agir sur le marché foncier et sur la production en réalisant des fermes-pilotes. Pour cela, des contacts ont été pris avec la S.A.F.E.R. locale pour l'achat de plusieurs centaines d'hectares (de 700 à 2.000 ha suivant les précisions données). Cet aspect du projet repose au fond le problème de l'application de la loi complémentaire sur deux points : rôle des sociétés d'aménagement foncier (ont-elles été créées pour venir en aide au capitalisme ?) et respect de la législation sur les cumuls.

3) La réalisation de « Libaron » est un moyen commode de tourner les règles protectrices du marché commun agricole : la pénétration de capitaux américains permet en effet de

réaliser des opérations intra-communautaires sans que jouent les mécanismes défensifs de la communauté. La multiplication de telles initiatives conduirait à téléguider de Chicago le fonctionnement de l'agriculture européenne. A quoi dans ces conditions pourraient bien servir la comédie des garanties demandées à la Grande-Bretagne pour entrer dans le Marché commun ?

Ces craintes sont d'ailleurs renforcées par le fait que la Libby reconnaît qu'elle devra recourir dans les premières années de fonctionnement de la conserverie à d'importantes importations américaines. A quel niveau s'arrêtera-t-elle ?

### Défendre les producteurs

« Libaron » a soulevé une légitime émotion dans la région du Bas-Rhône-Languedoc. Les organisations syndicales de production surveillent de très près les négociations actuellement en cours. Il ne semble pas que Pisani soit hostile au projet. De toute façon, il n'est guère possible de s'opposer au projet en s'appuyant sur la réglementation actuelle. D'autant plus que les dirigeants de la compagnie nationale du Bas-Rhône-Languedoc (C.N.A.B.R.L.) y sont favorables. Ceux-ci, en effet, considèrent que la construction de la conserverie accroîtra les débouchés régionaux qui dans l'anarchie actuelle du marché des fruits et légumes ne paraissent pas assurés.

Nous pensons que ce problème des débouchés est très réel dans une conjoncture de surproduction, mais nous ne croyons pas que l'afflux d'investissements étrangers soit la meilleure méthode. L'organisation du marché ne réside pas dans la mise en œuvre de solutions néo-capitalistes mais dans le développement des équipements et des circuits gérés par les producteurs eux-mêmes. Pourquoi les paysans de la région ne réaliseraient-ils pas une conserverie modèle sous l'égide de la coopération du Crédit agricole et de la S.O.F.I.D.E.C.A., avec la participation de la Compagnie nationale d'aménagement ? La C.N.A.B.R.L. participe déjà à la gestion du marché-gare de Nîmes, pourquoi n'étendrait-elle pas son champ d'activité ? Au surplus, il est curieux que personne ne songe à réformer les marchés-gares d'expédition afin que les producteurs puissent les gérer, ce serait déjà un grand pas dans l'organisation de la commercialisation des produits agricoles.

Il ne faut pas compter sur le régime gaulliste pour prendre en main la défense des paysans, les intéressés doivent s'en charger eux-mêmes :

— en recourant à l'action, directe au besoin, pour s'opposer au projet de la Libby ;

— en mettant en place, avec l'aide des pouvoirs publics, la nécessaire infrastructure pour production, de commercialisation et de transformation, complément indispensable aux ouvrages d'irrigation construits par la C.N.A.B.R.L. Une fois encore, l'organisation des marchés doit être l'œuvre des producteurs. Si ceux-ci renonçaient, la voie serait ouverte aux capitaux français, européens, américains : l'agriculture serait alors totalement mise sous tutelle capitaliste.

J.-C. Barigel.

## une oeuvre à la mesure de notre époque



# LES DEUX GEANTS

HISTOIRE DES ETATS-UNIS ET DE L'U.R.S.S. DE 1917 A NOS JOURS

ARAGON - ANDRÉ MAUROIS DE L'ACADEMIE FRANÇAISE

### BON DE DOCUMENTATION GRATUITE

à expédier au Centre Français d'Édition et de Diffusion, 6, rue des Saussaies - PARIS (8<sup>e</sup>)

M. \_\_\_\_\_  
Rue \_\_\_\_\_ N° \_\_\_\_\_  
Ville \_\_\_\_\_ Départ \_\_\_\_\_

Je désire être documenté, sans engagement de ma part sur la collection "LES DEUX GEANTS" ET PLUS PARTICULIÈREMENT SUR LES CONDITIONS PRIVILÉGIÉES

RESERVÉES AUX LECTEURS DE « T. S. »

Important : Ces conditions particulières sont valables 31 Mars



# La vie du Parti Résolutions des commissions du Congrès

## Sur « Tribune Socialiste »

Le II<sup>e</sup> Congrès national du P.S.U., sur le rapport de sa Commission Presse, donne quitus à l'administration de « Tribune Socialiste » et la félicite pour le travail accompli.

Le Congrès fixe à « Tribune Socialiste » les objectifs suivants :

I. — Formule du journal : « Tribune Socialiste », hebdomadaire du Parti, doit être placé sous le contrôle politique collectif du bureau national et non sous la seule responsabilité de celui de ses membres chargé de la direction politique du journal.

Dire que « T.S. » est l'hebdomadaire du Parti ne signifie pas qu'il est l'expression de sa seule majorité. Bien au contraire, tous les courants du Parti doivent s'y exprimer. Mais il est clairement entendu que « Tribune » n'est pas une annexe du « Courrier du P.S.U. » et que les Tribunes libres qui devront être instituées, comme les articles d'opinion personnelle doivent être conçus en fonction de tous les lecteurs du journal, membres du Parti ou non.

Notre hebdomadaire, conçu comme journal de masse, doit contribuer à armer politiquement tous nos camarades, à partir des faits de l'actualité politique et sociale, présentés sous la forme la plus simple et la plus concrète. Les débats idéologiques, très souhaitables doivent être conçus dans le même esprit.

En même temps, il est indispensable que les moyens d'information propres du journal deviennent beaucoup plus importants.

Le Parti doit jouer rôle décisif sur ce plan. Un réseau de correspondants doit être installé dans toutes les fédérations, afin qu'à chaque moment la rédaction soit en mesure d'exploiter les informations venues de nos militants. La rédaction de « Tribune Socialiste » associera tout le Parti à son travail, en multipliant les enquêtes avec l'aide des militants de nos fédérations. Toute expérience dans ce sens doit être encouragée.

II. — Diffusion : La diffusion de « Tribune Socialiste » est l'affaire de tous les militants du Parti et non de quelques militants à part, particulièrement dévoués. Aucune progression sérieuse de la diffusion du journal n'est possible si cet état de choses, trop fréquent, continuait.

Cela veut dire que : chaque fédération et chaque section doivent avoir leur responsable presse ; la diffusion du journal, son contrôle, ses résultats doivent devenir une préoccupation essentielle de tous les militants à tous les niveaux du Parti ; les règlements doivent être faits avec d'autant plus de célérité que la trésorerie de « Tribune Socialiste » est actuellement en difficulté.

Pour 1963, l'objectif fixé est de un exemplaire par adhérent au Parti. Cet objectif est réalisable dans les trois mois. C'est une affaire de décision et d'application de tout le Parti.

Le Congrès approuve la proposition de l'administration du journal de lancer une tombola nationale au bénéfice de « Tribune Socialiste ». Il appelle toutes les fédérations à en faire un très grand succès en prenant toutes les dispositions nécessaires.

Adopté à l'unanimité moins une abstention.

Toutes précisions relatives à la tombola seront envoyées dans une circulaire ultérieure.

## Sur l'action locale et municipale

1. — A tous ses échelons, le P.S.U. doit considérer l'action locale et municipale comme prioritaire et permanente.

L'action sur la base des problèmes concrets de la vie quotidienne doit permettre de développer notre implantation, de coordonner les efforts de militants engagés dans les divers secteurs de la vie communale en leur donnant une perspective politique de Front socialiste.

2. — En conséquence, pour donner toute l'impulsion nécessaire à cette action, les directions fédérales et locales devront comprendre des responsables chargés d'animer les commissions locales et municipales. Le P.S.U. devra confier cette responsabilité à l'un de ses membres, entouré d'une commission permanente, qui travaillera en liaison avec les commissions fédérales correspondantes. Cette commission nationale sera dotée de tous les moyens matériels et financiers nécessaires à son action.

3. — Les structures de sections devront être adaptées aux réalités locales. En particulier dans les grandes agglomérations, il est indispensable de tendre à la constitution de groupes spécialisés et de quartiers. Les fédérations devront désigner des commissions chargées de l'étude socio-économique de leur région en vue de leur constitution ultérieure sur la base de ces ensembles socio-économiques.

Dès maintenant, une coordination permanente des fédérations sur le plan régional est, par ailleurs, nécessaire pour engager des campagnes communes à ce niveau.

4. — Avis favorable est donné sur les lignes générales du rapport présenté par le camarade R. Beaunez sur la préparation à long terme des élections municipales.

## Sur l'action dans les entreprises

Le Congrès national, réuni les 25, 26 et 27 janvier 1963, à Alfortville,

— considère que l'effort du parti en direction de l'action dans les secteurs économiques et sociaux et notamment dans les entreprises, doit être considéré comme prioritaire.

En conséquence, il décide :

— La commission « d'organisation du travail dans les entreprises », dirigée par un membre du B.N., est un des organes fondamentaux du C.P.N. Elle se réunit dans le cadre de celui-ci. Elle travaille en liaison avec l'organe à l'échelon fédéral.

Cette commission doit prendre les mesures d'organisation et de coordination nécessaires pour permettre la progression du parti dans le domaine économique et social par la création

de commissions régionales ou de branches. Avec l'accord des fédérations, elle intervient directement dans les secteurs qu'elle estime importants et qui échapperaient aux possibilités des directions fédérales.

Elle doit avoir la latitude de mettre au point des formes organisationnelles adaptées aux diverses situations rencontrées.

— Le congrès souhaite que le développement de réseaux de correspondants de T.S. lui permette de publier les informations concernant l'action menée dans ce secteur. T.S. devra également s'efforcer de vulgariser les grands problèmes nationaux et régionaux posés aux syndicalistes et au parti et les expériences locales qui ont valeur d'exemples.

— le congrès souhaite le développement des bulletins d'entreprise et de branches d'industrie. Il décide, d'autre part, une transformation du « Courrier du P.S.U. », de telle façon que — à partir de nos expériences — il devienne l'organe de discussion et d'élaboration politique du parti. Un rapport sur la conférence nationale « Entreprises » amorcera le débat dans ce domaine.

— Le congrès souhaite également l'organisation de nouvelles conférences nationales ou régionales concernant les problèmes particuliers des différents secteurs ou branches d'industrie (entreprises nationalisées, métallurgie, chimie, etc.) et des problèmes généraux tels que ceux des accords d'entreprise, de planification démocratique, etc. Un rapport d'activité sera présenté au prochain congrès.

— Le congrès mandate le C.P.N. pour prévoir dans le cadre du B.N. tout l'équipement matériel et financier (permanent, local, budget) sous réserve du vote dans les trois mois du statut du permanent.

La commission nationale d'Entreprises publiera un bulletin qui, par ses suggestions, ses informations, ses études, aidera les militants dans leur travail d'implantation dans les usines et les corporations.

## Sur l'action pour le désarmement et la paix

LE PARTI,

— constatant la nécessité d'une action plus énergique contre les armements nucléaires, et d'abord contre la force de frappe gaulliste et l'urgence d'une lutte générale pour le désarmement et la paix ;

— estimant qu'il faut développer rapidement en France une grande organisation indépendante des blocs, qui luttera pour ces objectifs en liaison étroite avec les autres organisations nationales et internationales du même type, et collaborera également avec toutes les forces travaillant pour le désarmement et la paix ;

— INVITE ses fédérations et ses sections et, individuellement, ses militants, à effectuer rapidement des premiers sondages en vue de la création d'une telle organisation à l'échelon qui est le leur, et à en rendre compte aussitôt au bureau du parti.

**Cinéma**

**PANTHÉON** 13, rue Victor-Cousin  
ODE 15-04

Permanent de 14 h. à 24 h.

Semaine du 6 au 12 février 63 :

**LES DIMANCHES DE VILLE-D'AVRAY**

Un film de Serge Bourguignon

**STUDIO 13** 43, Faubourg Montmartre  
PRO. 63-40

Semaine du 6 au 12 février 63 :

**TUEURS DE DAMES**  
en V.O.  
avec Alec GUINNESS

Au même programme :

**LA NUIT**  
d'ANTONIONI  
avec Jeanne MOREAU

**Théâtre**

TRIOMPHAL SUCCES

**LE JOURNAL D'UN FOU**

de GOGOL  
avec  
**ROGER COGGIO**

**THEATRE HEBERTOT**

Loc. 15 jours d'avance — EUR 23-23  
**PRIX JEUNE CRITIQUE**

**TRIBUNE Socialiste**

HEBDOMADAIRE DU  
PARTI SOCIALISTE UNIFIE

● Administration : ● Rédaction :

54, bd Garibaldi Paris (XV<sup>e</sup>) 8, rue Henner Paris (IX<sup>e</sup>)  
Tél. : SUF 19-20 Tél. : PIG 05-21

● Publicité :

Geneviève Mesgulche  
6, Avenue du Maine  
Paris-14<sup>e</sup>

Abonnement : C.C.P. Paris 5826-65

3 mois .....	7,5 F
6 mois .....	15 F
1 an .....	28 F
Soutien .....	50 F

Directeur-Gérant de la publication :  
Roger CERAT

LES IMPRIMERIES LAMARTINE S.A.  
52-61, rue La Fayette  
Paris (9<sup>e</sup>)

voici enfin réédités, dans une magnifique édition reliée et illustrée. tous les chefs-d'œuvre de "ces merveilleux conteurs d'histoires"

## ERCKMANN-CHATRIAN CONTES ET ROMANS NATIONAUX ET POPULAIRES

Peu d'écrivains ont connu de leur temps un aussi vif succès que les auteurs de "L'AMI FRITZ", de "MADAME THÉRÈSE", de "L'HISTOIRE D'UN PAYSAN", ces auteurs dont l'œuvre a été si bien définie par Michelet lorsqu'il disait : "Ils ont publié le roman de la Grande Histoire". Ils ont eu à la fois un immense succès auprès du public et l'admiration des plus grands esprits. Ainsi Lamartine voyait dans "LE CONSCRIT DE 1813" un chef-d'œuvre. Plus tard, malgré ZOLA évoquant "le souffle puissant de justice et de liberté" qui anime cette œuvre, malgré Courteline disant : "Erckmann est un romancier de premier ordre, une de nos gloires", malgré Barrès lui-même, écrivant : "Jamais gloire littéraire ne fut plus méritée", ERCKMANN-CHATRIAN semblent avoir longtemps été victimes d'une conspiration du silence dont Flaubert est peut-être le seul à avouer la raison : "Ces deux cocos, écrit-il, ont l'âme plébéienne".

Ce sera l'honneur de notre temps d'avoir remis à leur vraie place "les moins connus des écrivains célèbres" comme les appelle P. Mac-Orlan, "ces merveilleux conteurs d'histoires" (André Maurois), et d'avoir publié LES CONTES NATIONAUX ET POPULAIRES dans une édition de biblio-

thèque digne d'eux - une édition que les critiques s'accordent à juger une "réussite parfaite" - Elle comprendra 14 volumes 13x21, d'environ 550 pages, illustrés et reliés pleine toile, sous jaquette illustrée, dont 6 sont déjà parus :

- T 1 et 2 - Histoire d'un paysan (1789-1815) 2 volumes, -
- T 3 - Hugues le loup - L'illustre Docteur Matheus et autres contes, -
- T 4 - Le conscrit de 1813 - Waterloo, -
- T 5 - L'ami Fritz - Le juif polonais et autres contes, -
- T 7 - Contes des bords du Rhin - Maître Daniel Rock et autres contes.

France Observateur offre à ses lecteurs de France Métropolitaine ces 14 volumes, monument de notre littérature, "L'histoire la plus vivante qu'on ait écrite du 19<sup>e</sup> siècle" (André Parinaud - Radio Luxembourg) à des conditions exceptionnelles : 20 mois de crédit, 24 F. par mois.

Demandez donc aujourd'hui même, au moyen du bon ci-joint, une documentation complète à notre Service Littéraire (Librairie Pilote, 30, rue de Grenelle, Paris-7<sup>e</sup>) vous recevrez gratuitement une charmante brochure illustrée de 16 pages et, sans aucun engagement de votre part, toutes les conditions de souscription.



POUR  
24 F  
par mois

**BON** à adresser à la LIBRAIRIE PILOTE 30 r. de Grenelle, Paris 7<sup>e</sup> SERVICE TRIBUNE SOCIALISTE

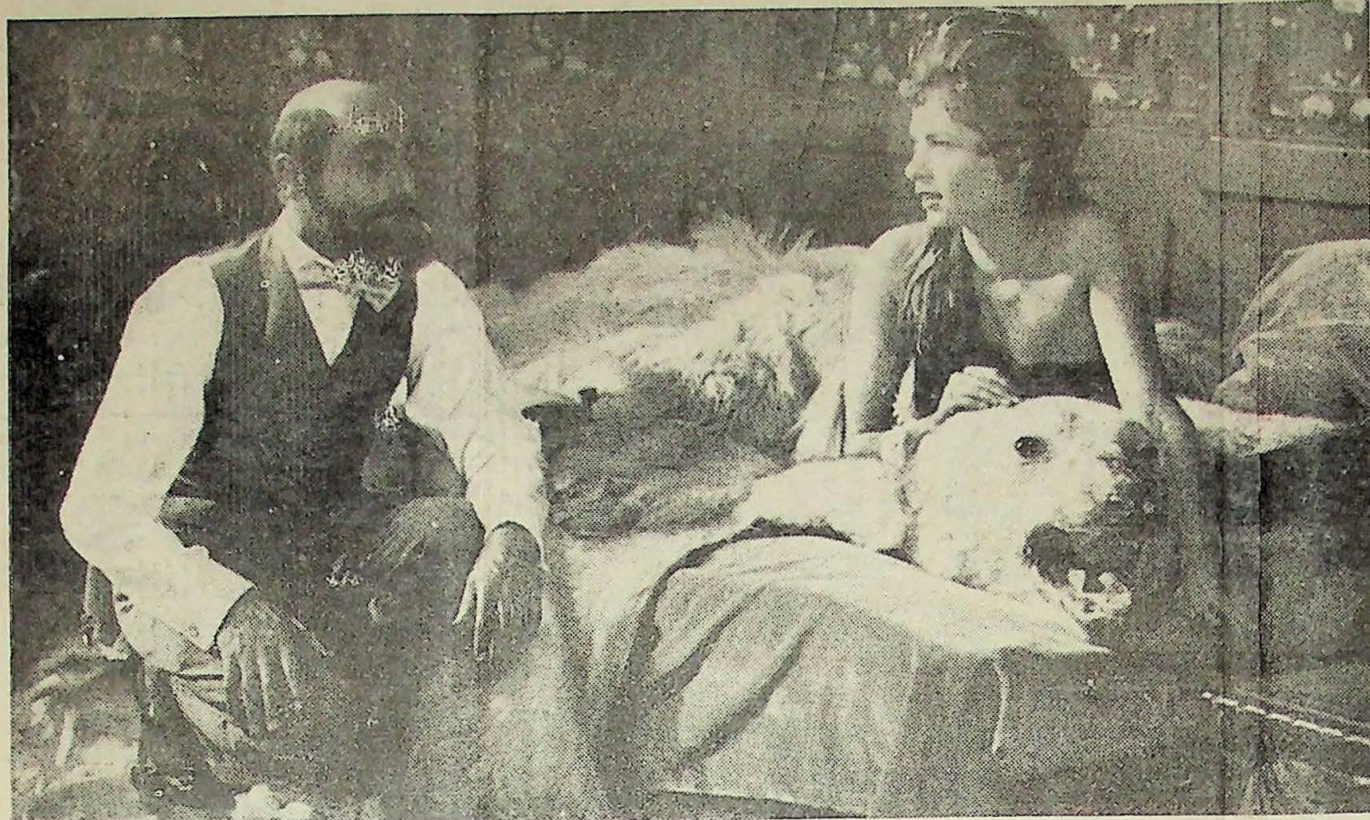
Veuillez m'adresser, sans aucun engagement de ma part, une documentation complète sur les CONTES ET ROMANS NATIONAUX ET POPULAIRES d'ERCKMANN-CHATRIAN.

Nom..... Profession.....

Adresse.....

N<sup>o</sup> du C.C.P. ou bancaire..... Signature.....





On avait, apparemment, tout à craindre de cette entreprise qui unissait des noms comme ceux de Chabrol, Sagan, Michèle Morgan... et Landru. Chabrol s'était révélé un cinéaste très inégal et le meilleur (Le beau Serge), côtoyait souvent le pire (ses derniers films). Mais la surprise est ici totale ; quittant les chemins souvent retors de la Nouvelle Vague et du travail vite fait, il réalise là un film construit, achevé, intelligent, plein de cet humour noir dont la valeur dissociative est fort connue.

Cette chronique de Landru, car ce n'est autre chose qu'une chronique, est menée aussi rondement qu'une conversation entre gens cultivés ; d'où le plaisir que l'on éprouve devant cette œuvre. Un certain bon goût, un certain cynisme des dialogues et du scénario signés d'une incertaine Sagan. C'est un plaisir de l'oreille associé à un plaisir de l'œil. Claude Chabrol n'a rien négligé dans ce film : il restitue l'époque, il soigne les intérieurs, les robes, les visages ; quant au Jardin du Luxembourg il n'a jamais été si bien filmé. Enfin Charles Denner interprète le rôle de Landru d'une façon admirable.

Si Denner-Landru est égal à lui-même du début à la fin du film, on peut regretter toutefois que le film soit légèrement déséquilibré.

La première partie est excellente, elle fourmille d'inventions purement cinématographiques ; une complicité de fait s'établit entre Landru brûlant

ses victimes et le spectateur. Chabrol a recours à des ellipses de temps et d'espace qui constituent autant de gags : ainsi, le visage figé d'une femme aperçu un instant est suivi d'un plan montrant une cheminée fumante.

On comprend instantanément, et le rire éclate. Nous voyons ainsi Landru griller une douzaine de femmes à un rythme qui ne se relâche jamais. Subtilisant l'argent de ses victimes, il le donne à sa femme et ses enfants, car il n'oublie pas qu'il est père de famille.

La deuxième partie du film est plus classique et exploite les ficelles du cinéma traditionnel. Mais dès le procès, quelque chose change, le ton est plus grave ; on est en pleine réalité. Landru est le maître incontesté du tribunal dont il se moque à loisir. Et là s'esquisse une tentative d'explica-

tion sociologique, à travers ce constat : « La guerre tue les hommes, Landru tue les femmes ».

C'est ce que dit un policier et effectivement, Chabrol situe l'histoire dans le contexte de son époque ; sans prétendre expliquer le cas Landru, sans en faire une psychanalyse, le simple parallèle entre la guerre qui laisse les femmes seules à Paris et Landru qui se charge de consoler ces âmes solitaires, ce parallèle, en soi plein d'humour, s'enrichit d'un point de vue social. Chabrol montre donc que le cas Landru se situe à une époque où les conditions créées par la guerre favorisaient les instincts criminels, le besoin désespéré de l'argent et l'adultère des femmes. Ce point de vue lucide allié à un humour noir incessant font de ce film un excellent spectacle visible par tous.

Pierre Uytterhoeven.

## Livres

## "LE SUD"

d'Yves BERGER

PROFESSEUR et critique littéraire, Yves Berger indiscutablement sait manier la plume, mais est-ce suffisant pour construire un bon roman ? Non, son premier livre : « Le Sud » (1), bien qu'il eut les faveurs de ces dames du Fémina, n'est pas très convaincant ; et pourquoi Yves Berger a-t-il été chercher une histoire aussi incroyable ?

Dans un domaine en Provence, un père élève ses enfants dans le culte de la Virginie de 1842, qui représente pour lui le paradis terrestre. Il réussit à communiquer sa passion à son fils, sa fille prénommée... Virginie refuse cette vie projetée sur le passé et le rêve. Elle tente par tous les moyens, y compris l'inceste, d'arracher son frère à l'influence du père et de la Virginie de 1842. Le frère ne se soumettra pas, il échappe à la vie réelle, à sa sœur et retourne à la vie mythique de la Virginie de 1842. Le rêve a vaincu la réalité.

La moitié du livre est consacrée aux rapports du père et du fils. Les mots « Virginie en 1842 », répétés à

longueur de page comme une litanie, fatiguent et rendent la lecture du roman fastidieuse, malgré la poésie qui s'en dégage.

La seconde partie, décrivant la lutte que mène Virginie pour délivrer son frère de l'irréel, est plus adroitement construite. Mais il est difficile de se passionner pour un roman aussi déséquilibré.

En résumé : un mauvais livre, bien écrit, pimenté d'un inceste ; ce qui lui valut peut-être le prix Fémina ? mais qui n'apporte rien de neuf à la littérature contemporaine.

(1) Grasset.

Marcel Aizertin.

## Humour en tout genre

SI vous trouvez plaisir à déguster O'Henry et Mark Twain, vous apprendrez avec intérêt que de nombreuses et récentes parutions sont venues enrichir la bibliothèque spécialisée de l'amateur, et apparaître d'autant son porte-monnaie.

Chez Robert Laffont, vous avez Saki-2. Le premier recueil de Saki, paru voici deux ans, fut une révélation ; celui-ci n'est pas inférieur. Reconnaissons particulièrement la nouvelle où une lady socialiste est aux prises avec son personnel ménager syndiqué. Beau plaidoyer pour l'unité syndicale. Chez le même éditeur, un recueil de nouvelles de Stephen Leacock, admirable humoriste canadien : ces petits contes, parus en 1912, sont des merveilles de drôlerie saugrenue et d'observation.

Chez Gallimard, Kss Kss est le second recueil de nouvelles de Roald Dahl. (Le premier, paru l'an dernier, s'appelait Bizarre, Bizarre.) La présente sélection est en net progrès sur la précédente. L'humour ici n'est pas la fin principale du récit, qui

prend parfois comme ressort le suspense ou le fantastique, mais la qualité et l'intérêt sont constants.

Parmi les auteurs que le public français connaît depuis déjà plus longtemps que les précédents, nous avons encore à citer :

— Dans la collection 10-18, un recueil de contes brefs d'Alphonse Allais, recueil dont le principal mérite est l'abondance. Mais tout n'y est pas d'une qualité suivie ; certains « billets », écrits par Allais pour quelque journal, auraient pu être oubliés sans que la mémoire de ce très grand humoriste en souffrit.

— Aux éditions du Terrain Vague, les Fables Fantastiques, d'Ambrose Bierce. L'on connaît Bierce comme un maître de l'humour noir ; ces petites fables parfois ultra-brèves sont assez somptueusement présentées avec des vignettes de Pierre Gauthier, et doivent obligatoirement se déguster à petites doses, pour bien rendre leur plaisant venin.

P.L. Thirard.

## Bandits à Orgesolo

VITTORIO DE SETA, documentariste, a abordé la mise en scène du film de long métrage avec cette histoire de l'aventure d'un berger de Sardaigne. Il a réussi : son film est un passionnant témoignage, joué par des Sardes, des non-professionnels, composé avec maîtrise, étudié et élaboré, aux antipodes de ce que fait, par exemple, Rouch, se rattachant bien plus à la tradition de Flaherty. Le mécanisme qui conduit le berger à devenir bandit est mis à nu avec une cruauté simple, une grandeur sobre. De Seta s'est refusé à négliger la beauté des images, et la rigueur et la plasticité de son film ne lui enlèvent rien de sa force d'impact. Il n'est pas nécessaire d'avoir des images grises ou floues pour « faire vrai ». Autre convention parfaitement acceptable (surtout pour le spectateur français) : les personnages (on n'ose dire « acteurs ») parlent italien, et non leur dialecte sarde.

La discussion qui pourrait se mener sur le film porterait ailleurs : la situation change vite, et peut-être le type de problèmes qui est évoqué ici, s'il est encore parfois d'actualité — moins déjà qu'il y a seulement trois ans — est proche de disparaître. L'évolution économique met de plus en plus au premier plan, en ce qui concerne la Sardaigne, la Sicile et le sud de l'Italie, des problèmes particuliers de développement et d'émigration ; la tragédie du berger d'Orgesolo est une tragédie en vase clos, bientôt, sans doute, une survivance. Ce n'est pas là diminuer l'intérêt de cet admirable film.

M. Ranchal.

RIEN de plus subjectif que le comique, rien de plus dangereux à recommander à ses amis que le film qui vous a fait rire aux larmes ; il peut laisser de glace les mieux disposés à suivre vos avis... C'est donc avec les réserves d'usage que je recommande chaleureusement le Zinzin d'Hollywood, dernier film de Jerry Lewis. Il est bâti sur le même schéma que les précédents films réalisés par Jerry (Le Dingue du palace et Le chéri de ces dames) : une situation de départ (ici, Jerry est garçon de courses dans un studio d'Hollywood) et une suite de petits sketches très courts, de gags, sans aucune construction. Au bout d'un certain temps le film s'arrête, le garçon de courses devenant naturellement grande vedette. C'est ainsi que procédaient souvent les anciens burlesques.

M. R.

## Télévision

CINQ COLONNES :

## Courageux, le marin

SÉQUENCE-CHOC de ces « Cinq colonnes à la une » du mois de février, l'opération sans anesthésie d'un marin-pêcheur désireux de se débarrasser de son appendice. Radement courageux, le marin !... Je sais bien qu'à l'âge de bronze on trépanait sans endormir, mais tout de même, je dois avouer qu'à la fin de l'opération, le patient était plus frais que mon entourage qui commençait à pâlir sérieusement. Intéressant, mais cette manière d'opérer à vif sur fond sonore a-t-elle de l'avenir ? Pour ma part, je préfère tout de même l'anesthésie...

En dehors de cet épisode, « Cinq colonnes » n'était pas très palpitant vendredi. Le match France-Angleterre — Jebb-Debré — n'a pas tenu ce qu'il promettait ; entre l'Anglais flegmatique et le Français pontifiant, pas d'étincelle. Pas d'étincelle non plus avec ces jeunes twisteurs admirateurs de Françoise Hardy ; les jeunes déchainés ont avoué avoir pour devise « travail, famille et rock ». Un peu Duraton en herbe, le phénomène nouvelle vague...

Côté reportage extérieur, à signaler le numéro de Bourguiba. Encore un démocrate qui le dit un peu trop souvent pour qu'on le croie tout à fait. Enfin, la séquence sur la tuberculose a dû faire tressaillir pas mal de téléspectateurs. Eh oui ! la France est le pays d'Europe le plus touché par ce fléau hérité du dix-neuvième siècle... Un triste record que l'on oublie trop facilement dans les statistiques officielles.

Criticus.

## Disques

## VIVRE SON ÈRE

C'EST un poème de Boualem Khalifa qui donne son titre à ce disque d'hommage aux victimes du colonialisme, du fascisme et de la guerre d'Algérie. Il s'agit d'un montage de textes qui permet de réunir sur un même thème Brecht et Césaire, Rimbaud et Nazim Hikmet, Eluard et Rita Boumi Papa, Boualem Khalifa et Gamalaya, Bach, Debussy, Vivaldi, Beethoven et Cernokorski prêtent également leur concours à cette entreprise, établissant la liaison entre différents textes ou soulignant d'un commentaire musical telle poésie.

L'ensemble, tel quel, est saisissant. Les interprètes, tous amateurs et anonymes, ont su trouver la note juste et faire partager leur angoisse comme leur émotion. Le caractère militant de l'entreprise apporte la note d'enthousiasme et de foi indispensable.

Cet hommage aux victimes du 8 février comme à celles d'octobre et de la guerre d'Algérie mérite mieux que ces quelques lignes. Tout d'abord une large diffusion. Et une place de choix dans notre discothèque.

L. H.

(1 disque 33,5 t., 25 cm. En vente à : « Vivre avec son ère », 43, avenue G.-Péri, Fontenay-aux-Roses (Seine).